



## Rapport d'activités 2014

Prévention Information Lutte contre le Sida

**pils**  
Prévention Information  
Lutte contre le Sida

Membre de la Coalition Internationale Sida 

## Rapport d'activités 2014

Prévention Information Lutte contre le Sida (PILS)  
3e étage, Labourdonnais Court, 47, Rue St Georges, 11324 Port-Louis, Ile Maurice

[www.pils.mu](http://www.pils.mu)

[www.facebook.com/ONGPILS](https://www.facebook.com/ONGPILS)

Rédaction et coordination : Caroline Assy-Sohun  
Relecture : Emilie Trousselier-Seepursaund & Gilbert Mongelard  
Révision générale : Gilbert Mongelard

Traduction vers l'anglais : Anne-Lise Tonta

Crédit photos : Fabien Manuel & François Wiehe. Certaines des photos viennent des archives de PILS

Août 2015

## Sommaire

Acronymes-----	4
Mot de la présidente - Rachel Constantin de Sousa Neto-----	5
Mot du directeur - Nicolas Ritter-----	6
Le VIH à Maurice en quelques chiffres-----	7
PILS en chiffres-----	8
Elaboration du plan stratégique PILS 2014 - 2018-----	9
Le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme-----	11
Mise en place du Plan de Renforcement de Capacités-----	13
Plaidoyer et Droits Humains-----	17
Approche communautaire axée vers les populations vulnérables-----	25
Entre information et prévention-----	36
Communication-----	40
Gouvernance et Ressources Humaines-----	43
Finances et levée de fonds-----	47
Remerciements-----	51

## Acronymes

ARASA	AIDS and Rights Alliance for Southern Africa
ARV	Antirétroviraux
CCM	Country Coordinating Mechanism
CUT	Collectif Urgence Toxida
CSR	Corporate Social Responsibility (Responsabilité Sociale de l'Entreprise)
E&S	Empowerment and Support Department – Département Empowerment et Soutien
HSH	Hommes ayant des rapports Sexuels avec d'autres Hommes
IBBS	Integrated Behavioral and Biological Study
IST	Infection Sexuellement Transmissible
KAPs	Key Affected Populations / Populations clés
LEAD	Leadership and Empowerment for Action and Development
LGBTQI	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queer & intersexe
NAS	National Aids Secretariat
NDCCI	National Day Care Centre for Immunosuppressed
ONG	Organisation Non Gouvernementale
P&F	Prévention et Formation
PE	Pair/s éducateur/s / éducatrice/s
PE-TS	Pair/s éducateur/s / éducatrice/s pour le réseau des Travailleurs/euses du Sexe
PID	Personne qui s'Injecte des Drogues
PILS	Prévention Information Lutte contre le Sida
PMD	Programme Management Department – Département de gestion des programmes
PVVIH	Personne Vivant avec le VIH
RP	Réциpiendaire Principal
SIDA	Syndrome de l'Immunodéficience Acquise
SPP	Société des Professionnels en Psychologie
SR	Sous-Réциpiendaire
TS	Travailleurs/euses du Sexe
VHC	Virus de l'Hépatite C
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine



Mot de la présidente - Rachel Constantin de Sousa Neto

### Entre État et société civile, une relation tendue ?

Mon mandat de présidence se termine sur une note un peu douce-amère. La collaboration entre l'Etat et la société civile me semble en régression. Cet État avec lequel nous avons commencé à travailler avec intelligence et dans la confiance - patatras ! - semble aujourd'hui reculer dans ses convictions. Quotidiennement, les signaux négatifs nous parviennent : restriction du nombre de seringues propres pour les programmes d'échange, mauvaise qualité du matériel fourni, fonctionnement prônant obstinément l'*accountability* au détriment du bon sens, autant d'incidents qui nous donnent du fil à retordre.

On le répète : Maurice peut arriver au bout de son épidémie relativement facilement. Nous sommes confrontés à une épidémie concentrée chez les

populations les plus vulnérables et les plus exclues, une épidémie relativement petite et nous avons les moyens tant structurels, médicaux, financiers que logistiques pour en venir à bout. Néanmoins, pour mener à bien ce combat la collaboration totale de l'État est indispensable et les populations-clés doivent absolument être placées au cœur des stratégies.

Or, nous avons le sentiment aujourd'hui d'être en face d'un mur. Les remontées de terrain sont inquiétantes. Le nombre de personnes qui s'injectent semble augmenter de nouveau et pourtant le nombre de seringues mises à disposition par le ministère de la santé reste stagnant. Le risque est clair : relancer à court terme la propagation de l'épidémie.

Décentraliser la distribution de méthadone dans les postes de police pour une durée journalière encore plus limitée est un obstacle à l'accès à ce programme et semble inciter les patients à décrocher de leur programme de substitution. Les doses de méthadone instables induisent la situation de manque et peuvent renvoyer le patient à sa case départ. En exigeant de CUT (partenaire associatif qui implémente le programme d'échange de seringues) les noms complets des bénéficiaires du programme d'échange de seringues et leurs cartes d'identité, les autorités bafouent le principe élémentaire de tout travail social : la confidentialité.

Les arrestations massives de travailleuses du sexe et l'utilisation des préservatifs comme «preuves» de prostitution est *absolute nonsense* ! Bref, un comportement en totale contradiction avec les réalités du terrain – qui démontrent en 2014 un regain dans le nombre de nouveaux cas

dépistés, dont 1 % parmi les jeunes femmes de 15 à 25 ans !

PILS n'est néanmoins pas là pour alimenter la critique et le conflit. Nous sommes là pour collaborer avec ce nouveau gouvernement, établir un réel partenariat pour servir ceux qui en ont le plus besoin.

PILS est un outil formidable. Une association forte, structurée, financièrement indépendante et faisant partie de multiples coalitions internationales. Nous avons une expertise que nous voulons mettre au service du citoyen et de l'État. Nos objectifs stratégiques sont ambitieux. Gaspiller notre énergie à lutter contre le gouvernement serait stérile.

Nous avons foi que les membres de ce nouveau gouvernement, de ce nouveau parlement seront sensibilisés à la cause du VIH. Nous devons continuer ensemble et sans relâche le travail de plaidoyer pour faire évoluer les lois et les attitudes afin d'arriver à combattre le VIH et par extension toutes formes d'exclusion, de stigmatisation et de discrimination.

Maurice a été le premier pays de l'Océan Indien, le deuxième pour toute l'Afrique, à donner gratuitement et universellement les traitements et les soins à ceux vivant avec le VIH. Nos programmes de réduction des risques pour les personnes qui s'injectent sont cités en exemple dans le monde.

Le gouvernement ne peut pas faiblir aujourd'hui. Il doit remplir son rôle de garant de la santé publique et doit assumer ses responsabilités envers les Mauriciens.

Government rules, government decides, soit!  
Mais government must not evade responsibility!



*Mot du directeur - Nicolas Ritter*

### **La colère gronde...**

Depuis des années, la plupart des personnes auprès desquelles nous travaillons ne connaissent que dépendance, exclusion, prison, misère et difficultés, rejet et discrimination, violation de leurs droits les plus fondamentaux. A cela s'ajoutent souvent ces deux virus, le VIH et le VHC, qui à leur tour entraînent leur lot de stigmatisation, d'incompréhension, de complications médicales.

Et voilà que depuis 10 ans notre épidémie a changé avec une réponse qui s'est construite peu à peu autour des populations les plus touchées : personnes qui s'injectent, personnes qui se prostituent, hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes et personnes Transgenres.

Pour beaucoup d'entre elles, c'est la grande misère : de très grandes difficultés à se loger, elles dorment parfois dans la rue, ne mangent pas à leur faim, des situations de grande précarité qui touchent plus des  $\frac{3}{4}$  des personnes séropositives à Maurice. Paradoxalement, les ressources destinées à la réponse nationale au VIH n'ont eu de cesse d'augmenter.

Depuis trois ans, PILS a la responsabilité de gérer l'argent du Fonds mondial en tant que Récipiendaire Principal pour la société civile, position complexe et difficile et qui suscite bien des incompréhensions.

Une partie de ces ressources du Fonds mondial est gérée par PILS et redistribuée aux associations partenaires pour les projets de terrain, comme la prévention et la sensibilisation auprès des jeunes, des migrants, des populations les plus vulnérables. Ces ressources mettent aussi à disposition des seringues propres pour les personnes qui s'injectent. L'autre partie des ressources du Fonds mondial est gérée par les instances gouvernementales afin de financer des programmes servant notamment à augmenter l'accès à la Méthadone pour les personnes dépendantes à l'héroïne, à faire des formations diverses, ou à financer des études pour mieux connaître notre épidémie.

Par la même occasion, toutes ces ressources et activités ont aussi mis un sacré coup de

projecteur sur ces populations vulnérables qui ne comprennent pas qu'autant de ressources soient mobilisées « en leur nom » mais que leurs conditions de vie restent toujours aussi précaires. C'est donc souvent vers PILS que se cristallise cette colère. Mais au risque de surprendre quelques-uns, PILS n'est PAS une association caritative.

Nous n'avons pas la vocation, ni les moyens financiers, malgré toutes ces ressources issues du Fonds mondial, de répondre à la détresse humaine des milliers de Mauriciens qui souffrent, mais nous pouvons agir ENSEMBLE afin que l'état mauricien, celui-là même qui prend nos impôts, réglemente le CSR, celui-là même qui injecte des milliards dans la santé économique de ce pays, investisse un peu plus et d'une façon plus efficace dans la santé et le bien-être de ses citoyens, quels qu'ils soient !

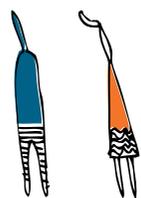
PILS est une association militante qui a pour objet de faire obstacle au VIH et à l'Hépatite C.

PILS souhaite se battre pour et avec les personnes les plus vulnérables de façon à limiter le nombre de nouvelles contaminations et faire en sorte que ceux qui vivent avec puissent avoir les soins adéquats. Car nous devons être nous-mêmes les acteurs de ce changement.

C'est la tâche que nous nous sommes fixée et c'est avec vous tous que nous pourrons nous y atteler !

## Le VIH à Maurice en quelques chiffres

### A décembre 2014



6,090  
personnes testées  
positifs au VIH

4,716  
hommes

1,374  
femmes

### En 2014

#### Nouveaux cas



322  
personnes

190 personnes de sexe masculin

132 de sexe féminin

dont 7 enfants et 70 jeunes de 15 à 24 ans



3,619  
personnes suivies par le  
Ministère de la Santé  
dont 2,353 sous ARV



5  
médecins référents



Environ 1 détenu sur 5  
était positif au VIH, soit  
approximativement 480  
personnes vivant avec le VIH  
(PVVIH) en prison

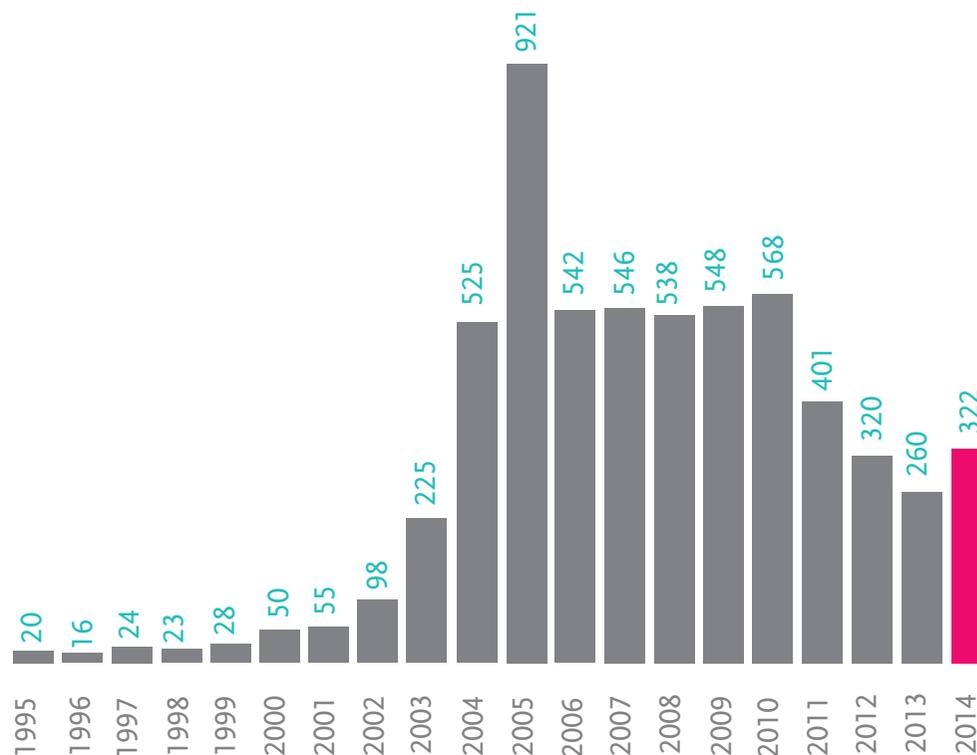


115  
PVVIH décédées  
en 2014

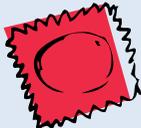
### Prévalence au sein de groupes spécifiques :

- Prévalence du VIH au sein de la population HSH : 20,0% (selon la dernière étude IBBS datant de 2012) – Nouvelle étude prévue en 2015
- Prévalence du VIH au sein de la population TS : 22,3% pour les TS de sexe féminin selon l'étude IBBS datant de 2012) – Nouvelle étude prévue en 2015
- Prévalence du VIH au sein de la population des PID (selon la dernière étude IBBS datant de 2013) : 44,3%

### NOMBRE DE NOUVEAUX CAS CONNUS PAR AN



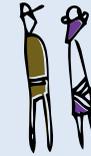
Sous le Fonds mondial (par PILS et ses partenaires) :



464,940  
préservatifs  
distribués



91  
pairs éducateurs  
formés



22,501  
jeunes touchés

Chez PILS en 2014 :



1,338  
bénéficiaires  
étaient suivis



944  
tests de dépistage faits par PILS (infirmierie, caravane, événements,  
prévention), dont 200 faits à notre infirmerie uniquement



2,352  
consultations et visites effectuées chez PILS, à  
domicile, dans les centres de santé et en prison



604  
Travailleurs/euses du Sexe (TS) touchés  
par la caravane et les Pairs Educateurs



7  
bénéficiaires sélectionnés sous  
le programme Aquaponie



1,579  
appels sur Sida  
Info Maurice



312,955  
visites sur le site  
web de PILS



153  
volontaires &  
bénévoles enregistrés

## Elaboration du plan stratégique PILS 2014 - 2018

Les premières étapes de travail pour définir le Plan Stratégique 2014 - 2018 de PILS ont été enclenchées après un exercice d'auto-évaluation conduit avec l'aide de **Coalition PLUS** (dont PILS est membre depuis 2013) pour renforcer l'approche communautaire de PILS.

Ce nouveau plan stratégique, financé par l'Union Européenne, a par la suite amené PILS à repenser tant ses services que sa structure interne afin de mieux refléter ses nouveaux objectifs et adapter sa stratégie de réponse face à une épidémie qui évolue constamment.

Ce plan a été élaboré avec la participation de tous les partenaires et proches collaborateurs de PILS comprenant les volontaires, les membres du personnel et du conseil d'administration, les représentants des populations clés, les partenaires de la société civile et les partenaires institutionnels.

L'exercice de planification stratégique a été initié par un appel à consultation et c'est APMG Global Health dont le siège social se trouve en Australie et spécialiste de ce type d'exercice qui fut retenu pour nous encadrer et nous accompagner dans notre réflexion.



Un atelier réunissant PILS et ses partenaires a eu lieu en début d'année pour définir les bases du Plan Stratégique

## Vision, Mission, Valeurs

De ce plan stratégique 2014 - 2018, ont émergé une nouvelle vision et de nouvelles missions pour PILS, reposant sur les valeurs de l'organisation.

### Vision

Une société sans l'impact néfaste du VIH et du sida. Nous croyons que cette vision peut être réalisée grâce à une réponse qui serait : (i) conduite par la société civile tant au niveau national que régional ; (ii) ancrée dans l'approche communautaire et basée sur la protection des droits humains ; (iii) élaborée selon le principe d'appropriation par les populations clés les plus à risques.

### Mission

La mission de PILS est comme suit :

Représenter, mobiliser et renforcer les ONG et les communautés vulnérables de Maurice pour qu'elles militent, à travers un plaidoyer national, régional et international, pour un engagement politique et une amélioration de la réponse nationale au VIH/sida inscrite dans un environnement favorable.

### Pour remplir cette mission, PILS devra :

1. Renforcer et améliorer la prévention du VIH par les ONG en offrant les services adéquats aux populations vulnérables. En même temps, nous continuerons nos efforts pour sensibiliser le public pour que les personnes infectées et affectées par le VIH aient une meilleure qualité de vie et de santé et pour éliminer la stigmatisation et les discriminations auxquelles elles font face.
2. Travailler en partenariat avec le gouvernement, les agences non-gouvernementales, les agences de développement, le secteur privé, les organisations internationales, les groupes religieux, les médias, et les réseaux communautaires pour renforcer le soutien aux personnes vivant avec le VIH et pour s'assurer que les ressources nécessaires pour soutenir notre vision soient mobilisées.

## Valeurs



### Sommaire du nouveau plan stratégique

La nouvelle direction stratégique de PILS pour la période 2014 - 2018 repose sur quatre stratégies bien distinctes :

#### STRATEGIE 1 :

**Renforcement organisationnel et positionnement comme acteur clé de la société civile dans la réponse nationale et régionale au VIH.**

Pour y parvenir, PILS met en place un « Grant Making Unit » (Unité de Levée de Fonds) pour assurer sa stabilité financière et soutenir ses associations partenaires dans la sécurisation de leurs fonds ;

Le « Capacity Building Unit » (Unité de Renforcement de Capacités) (voir page 14) a pour vocation de soutenir le développement organisationnel et la formation technique des organisations partenaires aux niveaux national et régional ;

Le « Monitoring & Evaluation Unit » (Unité de Suivi & Evaluation) est renforcé et harmonisé pour tous les services de PILS, allant de la récolte systématique de données à l'analyse et l'interprétation du degré de satisfaction de nos bénéficiaires ;

Par ailleurs, une meilleure considération sera accordée à la question du genre dans les politiques organisationnelles et les programmes de VIH.

#### STRATEGIE 2 :

**Réduction des vulnérabilités en lien avec le VIH, les IST et les hépatites et le renforcement de l'accès à des soins de santé qui soient intégrés et plus sensibles à la question du genre.**

Pour y parvenir, PILS procède au renforcement de son approche communautaire à travers notamment le concept de « Centre de services à guichet unique » - *One Stop Centre* - qui vise à offrir simultanément plusieurs services aux populations clés (soutien psychosocial et services cliniques). Le but est d'offrir un environnement favorable à l'amélioration des comportements santé des populations clés en assurant des services confidentiels et non-discriminants.

#### STRATEGIE 3 :

**Promotion d'une plus grande implication des populations clés et engagement plus significatif de la société civile.**

Pour y parvenir, PILS œuvre pour un plus grand engagement communautaire dans la réponse nationale au VIH. Le but est de stimuler une appropriation communautaire dans les efforts de prévention et de maintien d'un continuum de soins.

#### STRATEGIE 4 :

**Promotion d'une approche centrée sur les droits humains et la création d'un environnement favorable.**

Pour y parvenir, PILS met en place, avec ses partenaires, des stratégies de plaidoyer.

## Le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme

Depuis 2012, PILS est récipiendaire principal (RP), pour la société civile, du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme. Ceci implique que PILS a reçu sur trois ans et demi, une enveloppe destinée à financer des activités conduites par elle et des sous-réциpiendaires (SR) de la société civile à destination des populations vulnérables.

Fort de sa performance et de celle des SR de 2013, PILS a maintenu le cap sur ses indicateurs en 2014. Elle a aussi participé durant l'année, à l'écriture de la Note Conceptuelle pour la nouvelle demande de financement pour Maurice pour la période 2015-2017, le financement du Round 8 du Fonds mondial prenant fin le 30 juin 2015.

### Maurice, récipiendaire d'un nouveau financement du Fonds mondial

La rédaction de la Note Conceptuelle (« *Concept Note* ») pour la demande de financement a été faite en plusieurs étapes et a mobilisé toutes les parties prenantes. Elle a été soumise en octobre au Fonds mondial par le CCM (« *Country Coordinating Mechanism* »). Cette organisation indépendante veille à la mise en œuvre des programmes conformément aux paramètres du Fonds et se compose de représentants des secteurs public et privé, des organisations bilatérales et de la société civile.

Les populations clés directement concernées par le VIH (travailleurs du sexe, hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, personnes qui s'injectent des drogues, populations transgenres et personnes vivant avec le VIH) ont été incluses dans le processus de consultation. Cette démarche, le « dialogue pays », permet de concevoir des programmes qui sont en lien avec leurs besoins et afin que l'aide apportée par le Fonds mondial soit articulée pour y répondre directement.

Plusieurs sessions de discussion en groupe fermé financées par **ARASA**

ont ainsi eu lieu avec les différents représentants des populations clés. Ces derniers ont aussi participé à la grande rencontre de tous les acteurs concernés (« *Stakeholders' meeting* ») le 25 juin 2014 en vue de faire remonter les points identifiés lors de ces sessions. Ce dialogue ouvert à l'échelle nationale a été l'une des étapes essentielles dans la formulation de la demande de financement.

Le Fonds Mondial a depuis accepté cette demande de financement dont le programme s'étend de juillet 2015 à décembre 2017.



Le dialogue pays enclenché avant le début de l'écriture de la Note Conceptuelle

## Les résultats de l'exercice 2014 pour PILS, RP du Fonds mondial

Indicateur	Entrepris par	Cible à atteindre	Résultats conjoints du RP et des SR
Leaders religieux formés pour réduire la discrimination et la stigmatisation	Conseil des Religions	500 par an	501
Employés formés pour le suivi et l'évaluation	PILS	15 par an	16
PID touchés sous le programme d'échange de seringues	CUT	2,000 par an	2,092
TS touchés par les programmes de prévention	PILS Chrysalide Collectif Arc-en-Ciel	550 par trimestre	554
HSH touchés par les programmes de prévention	Majoritairement par le Collectif Arc-en-Ciel	700 par trimestre	868 (au dernier trimestre)
Pairs éducateurs formés pour faire de la prévention au VIH auprès des Populations Clés	PILS, avec le soutien d'autres ONG	100 par an	91
Enfants des rues touchés par des programmes de prévention au VIH (Rodrigues)	Action Familiale - unité de Rodrigues	200 par trimestre	155
Migrants rodriguais touchés par les programmes de pairs éducateurs pour la prévention au VIH	PILS	2,000	2,107
Travailleurs migrants touchés par les programmes de prévention	PILS	1,200 par an	1,328
Nombre de préservatifs distribués	PILS, Chrysalide, CUT et Collectif Arc-en-Ciel	500,000 par an	464,940
Jeunes touchés par les programmes de prévention	PILS et Action Familiale, en collaboration avec LEAD et Tibaz	24,000 par an	22,501

*MISE EN PLACE DU PLAN  
DE RENFORCEMENT DE CAPACITES*

---

## *PILS porteuse de la Plateforme Océan Indien de Renforcement de Capacités*

En 2014, PILS a mis en place l'Unité de Renforcement de Capacités, conformément à son nouveau plan stratégique. Cette unité vise à abriter une plateforme de renforcement de capacités pour des associations de lutte contre le sida dans la région Océan Indien, en lien avec le programme TRANSFERT de l'association AIDES en France. Elle s'attèlera également à la montée en capacité des associations mauriciennes partenaires.

Le programme TRANSFERT consiste en un accompagnement à la création et à l'« empowerment » d'une nouvelle plateforme régionale d'appui aux associations de lutte contre le VIH/sida pour la région Océan Indien. AIDES, membre fondateur de Coalition Plus, a souhaité privilégier des dynamiques partenariales régionales, en transférant progressivement les outils et compétences développés par elle depuis plus de dix ans en matière de renforcement de capacités.

C'est ainsi qu'elle a initié en 1997, le Réseau Afrique 2000, réseau de renforcements mutuels réunissant une quarantaine d'associations communautaires de la lutte contre le sida, réparties dans trois sous-régions : le Maghreb, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale. De cette initiative a découlé le programme « Transfert » dont la plateforme Océan Indien sera portée par PILS, membre de Coalition Plus depuis 2013 ([Voir Rapport d'Activités de PILS de 2013](#)).

Cette plateforme vise à inclure de nouvelles associations de la Région (à Rodrigues, aux Seychelles, à Madagascar et aux Comores) pour le renforcement de leurs capacités et le développement de synergies régionales en matière de lutte contre le sida.

## **Le renforcement de capacités cible :**

Les acteurs associatifs de la lutte contre le VIH/sida : Les programmes internationaux de PILS ciblent comme bénéficiaires directs les acteurs des associations développant sur le terrain des projets de prise en charge globale de PVVIH en lien avec les programmes de santé nationaux ; Les usagers et publics-cibles des associations partenaires comme bénéficiaires indirects du Programme : Il s'agit en particulier de soutenir et de développer les capacités des personnes concernées par le VIH à prendre en main leur avenir et de favoriser leur mobilisation au travers du plaidoyer des associations qui les représentent.

## **Soutien du chargé de mission international de AIDES pour la mise en place de la Plateforme**

Un représentant de PILS et Stanislas Mommessin, chargé de mission international à AIDES et référent de la plateforme Océan Indien, se sont rendus en octobre au colloque VIH/Hépatites Océan Indien ([voir page 22](#)) afin d'identifier des partenaires potentiels de la région Océan Indien et leur présenter le projet TRANSFERT.

Suite à ce premier contact, un atelier de structuration de la Plateforme Océan Indien a eu lieu sur trois jours au cours du même mois. Un atelier de travail s'était préalablement tenu chez PILS réunissant les quatre personnes identifiées pour porter le projet dans le but de présenter les premiers outils de renforcement de capacités développés par AIDES.

Les objectifs étaient de mettre en place les bases de travail avec PILS, devenue l'association porteuse de la Plateforme Océan Indien et d'identifier les ressources internes à PILS susceptibles d'être mobilisées pour le programme TRANSFERT.



L'équipe de renforcement de capacités

### *Formations offertes par PILS*

**L'Unité de Renforcement de Capacités vise, dans le long terme, à standardiser les formations données par PILS. Parmi celles délivrées en 2014 :**

#### **> Formation de Pairs Educateurs**

Neuf formations de Pairs Educateurs financées par le Fonds mondial ont été menées durant l'année par PILS et ses sous-réциpiendaires auprès de différents groupes. Au total, 91 personnes ont suivi les différentes formations réparties dans les sous-groupes LGBTQI, Travailleurs/euses du Sexe, personnes vivant avec le VIH, jeunes, personnes qui s'injectent des drogues (PIDs), rodriguais, transgenres. Les formations ont porté sur le rôle attendu des Pairs Educateurs, les techniques et bonnes pratiques à développer, incluant la communication interpersonnelle dans l'approche de nouvelles personnes à impliquer dans les efforts de prévention.

#### **> Travail avec les populations clés (« KAPs Management »)**

Parmi les formations livrées en 2014, il y a celle faite en avril avec un groupe de représentants de 12 ONG sur la gestion du travail auprès des populations clés. Cette formation de sept jours a mis l'accent sur la question de stigmatisation et de discrimination en lien avec les PIDs et les autres populations clés. Les autres aspects abordés dans cette formation : (i) Etre Pair Educateur ; (ii) L'importance d'une plus grande implication des Populations Clés dans les programmes et activités les concernant ; (iii) Les besoins, la formation et le recrutement des Populations Clés.

#### **> Suivi et évaluation**

Financée également par le Fonds mondial, une formation sur le suivi et évaluation réunissant 16 participants a été menée en juin par l'équipe Suivi et Evaluation de PILS à l'intention des sous-réциpiendaires du Fonds mondial. La formation a porté sur les principes de base du suivi et de l'évaluation, le Fonds mondial, l'importance de données exactes requise par le Fonds mondial et celle des visites de terrains et des procédures à respecter lors de ces visites. La session comprenait aussi une petite formation sur l'outil Excel. De manière générale, cette formation a permis aux parties concernées de mieux comprendre le rôle de l'équipe Suivi et Evaluation de PILS.

#### **> Droits humains**

Une formation de quatre jours financée par ARASA (AIDS and Rights Alliance for Southern Africa) et centrée sur la question des droits humains a été menée en novembre par une équipe de PILS composée de Dhiren Moher, Nudhar Bundhoo, Nella Mootoosamy et Elodie Sanasee, tous issus de précédentes formations sur le VIH et les droits humains offertes par ARASA à Johannesburg.

Des personnes issues des populations clés et suivies par différentes ONG et groupes partenaires de PILS (AILES, CUT, le Collectif Arc-en-Ciel, Parapli Rouz, le groupe d'Ambassadeurs Positifs et Vivre +) y ont aussi assisté. Cela a été pour eux une occasion de parfaire leur compréhension et d'acquérir les notions de base touchant à la question des droits humains, incluant les lois et les méthodes d'approche pour être plus efficaces dans leur travail avec les populations les plus vulnérables.

## AIESEC

Trois formations ont eu lieu durant l'année avec les étudiants du groupe AIESEC sur la stigmatisation et la discrimination, les drogues et le VIH.

## Ateliers avec l'association Solidarité Rodrigues

En juin, PILS a contribué à animer sur deux jours des ateliers sur la communication et le plaidoyer pour l'organisation Solidarité Rodrigues. Celle-ci œuvre pour une meilleure intégration des migrants rodriguais dans la société mauricienne. Les ateliers visaient à donner aux participants les bases pour une meilleure communication avec le public afin de mieux faire connaître les activités de Solidarité Rodrigues. Il s'agissait aussi de leur donner les bases pour une meilleure stratégie de plaidoyer.

## Stigmatisation et discrimination liées aux personnes qui s'injectent des drogues

Une formation a été livrée aux ONG partenaires sur la stigmatisation et la discrimination liées aux personnes qui s'injectent des drogues. Il s'agissait de renforcer la capacité des participants à adopter une approche non discriminatoire vis-à-vis des personnes qui utilisent des drogues.

## Volontaires

Trois formations de base sur le VIH ont été données pour les nouveaux volontaires de PILS inscrits en août, septembre et novembre. Il s'agissait aussi de leur faire découvrir les services de PILS.

## Médias

Deux formations ont été données à l'intention des médias mauriciens en août et septembre en vue d'encourager de bonnes pratiques de rédaction pour promouvoir une attitude moins stigmatisante de la population vis-à-vis des personnes vivant avec le VIH. La première s'est tenue avec une équipe de 12 personnes du Défi Media Group et la deuxième avec une équipe de huit personnes du groupe La Sentinelle Ltd.

## Plaidoyer

Une formation sur le plaidoyer, réunissant 20 participants, a été menée à l'intention des ONG partenaires en août, suivie d'une deuxième partie en décembre. Les modules couverts : techniques de plaidoyer, réseautage, levée de fonds, implication et soutien du conseil d'administration dans les actions de plaidoyer.



Les participants à la formation sur le plaidoyer

## Sida Info Maurice (voir page 38)

- Une formation résidentielle de deux jours s'est tenue en septembre avec les écoutants du service de relation d'aide à distance Sida Info Maurice. 15 participants étaient présents. Les sessions ont porté sur la connaissance de soi, la motivation, et les nouvelles stratégies de prévention.
- Trois autres formations de deux jours chacune ont eu lieu en novembre à l'intention de trois nouvelles recrues du service d'écoute. Les sessions comprenaient une présentation générale sur la mission de Sida Info Maurice, une formation de base sur les techniques d'écoute et la relation d'aide à distance et une séance de pratique de l'écoute.



## *PLAIDOYER ET DROITS HUMAINS*

---

Depuis ses débuts, le plaidoyer a toujours été la principale force de frappe de PILS. Ceci lui a permis de bâtir une solide réputation tant au niveau national que régional et international.

## *Un plan de plaidoyer travaillé avec l'aide de Coalition PLUS*

En 2014, le plaidoyer de PILS a été renforcé grâce au soutien de Coalition PLUS qui a mis à sa disposition des ressources en vue de l'aider à mieux structurer ses actions de plaidoyer. Un des projets de Coalition PLUS est le projet « Plaidoyer Décentralisé » qui vise à avoir un officier chargé du plaidoyer dans différentes régions du monde, afin que tous les plaideurs décentralisés arrivent à travailler sur un plaidoyer international conjoint. Un « Plaidoyer Décentralisé » a été recruté pour Maurice afin d'aider la chargée de plaidoyer de PILS sur le plaidoyer Maurice et de développer le plaidoyer international. Le poste de « Plaidoyer Décentralisé » a été développé dans quatre pays de la région Afrique, notamment le Mali, le Burundi, le Maroc et l'île Maurice, et a pour but de positionner les plaideurs des pays en voie de développement à l'avant plan sur les questions de plaidoyer international. Ce faisant, le plaidoyer international sert aussi à ramener les actions et besoins de Maurice et de la région sur le plan international.



L'équipe plaidoyer de PILS

Le responsable du programme Plaidoyer de Coalition PLUS, Khalil Elouardighi, était à Maurice en début d'année afin de prendre connaissance des différents besoins du pays en matière de plaidoyer. Il s'agissait aussi de démarrer concrètement le projet plaidoyer décentralisé à PILS, en clôturant le processus de recrutement de la nouvelle plaideuse basée à Maurice.

Khalil Elouardighi est revenu en novembre accompagné d'Alexandra Phaëton, Chargée du Plaidoyer Décentralisé de Coalition PLUS, pour travailler avec l'équipe plaidoyer de PILS sur un plan plus structuré pour Maurice sur l'année à venir.

**Les diverses actions sur lesquelles s'est penchée l'équipe de plaidoyer en 2014 sont :**

### *La volonté politique pour améliorer l'accès aux soins*

#### **Campagne élection : la politique peut vaincre le sida**

La venue des deux responsables plaidoyer de Coalition PLUS a permis de dégager les opportunités de plaidoyer pour Maurice, notamment au moment des élections générales prévues pour décembre. Sur leurs conseils, PILS a profité de ce moment clé pour mener une campagne de plaidoyer. Le but était d'interpeller les politiciens sur la « gagnabilité » de la lutte contre le VIH, qui repose avant tout sur un engagement et des décisions de nature politique.

Du 1er au 10 décembre avec l'aide du financement de Coalition PLUS, PILS a joué sur ce slogan maintes fois répété : « La politique peut vaincre le sida ». Parallèlement à la présentation du manifeste électoral de chacun des candidats à ces élections législatives, PILS a publié et fait passer par le biais des réseaux sociaux, 10 mesures qu'elle recommande dans la lutte contre le VIH/sida dans son manifeste à elle. Ce document peut toujours être consulté en ligne en cliquant [ici](#).

Ces 10 mesures sont :

1. Accroître les tests de dépistage
2. Traiter plus et traiter mieux
3. Actionner les dernières recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé
4. En finir avec la stigmatisation et la discrimination
5. Revoir les politiques et lois qui font obstacles à la lutte contre le sida
6. Dépister et traiter l'hépatite C
7. Renforcer l'approche multisectorielle
8. Améliorer l'aide de l'Etat aux associations
9. Promouvoir une approche communautaire
10. Réduire la pauvreté

En quoi consistait cette campagne ?

La campagne de PILS « La politique peut vaincre le sida » reprenait les codes de communication (mots clés, police de texte, couleurs etc.) des deux principales alliances politiques en lice pour faire passer ses propres messages. Des visuels ont été gracieusement conçus par l'agence de publicité Circus Advertising et diffusés par le biais d'affiches, de billboards, sur les réseaux sociaux, notamment Facebook et sur des sites d'informations tels que [ION News](#).

Les liens sur les visuels publiés en ligne ont redirigé les internautes vers la liste détaillée des **dix mesures de lutte contre le VIH**, disponible sur le site de PILS. Les visuels ont aussi été publiés dans la presse écrite.



## PROJETS 2015

- Travailler à l'augmentation du nombre de médecins référents afin d'offrir un service de qualité dans les hôpitaux, les NDCCI et au sein des prisons ;
- Veiller à la mise en œuvre du passage sous traitement à 500 CD4, tel que recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ;
- Développer une meilleure stratégie de dépistage avec les partenaires ;
- Encourager l'adhésion totale du Ministère de la Santé et de la Qualité de la vie au projet de « One Stop Centre » (Centre de Soins Intégrés) ;
- Améliorer la qualité des protocoles thérapeutiques ;
- Faire changer la politique VIH discriminatoire dans la loi sur l'Immigration.
- L'équipe plaidoyer va aussi travailler en 2015 à tenter de faire amender les lignes directrices du CSR (*Corporate Social Responsibility*) afin que soient inclus des fonds pour le plaidoyer, le renforcement de capacités et la recherche. Ils plaideront aussi pour une augmentation des fonds étatiques pour le VIH.

## Ndlr

A noter que ce plan de plaidoyer établi en 2014 a été modifié au cours de 2015 en vue de se recentrer sur des questions majeures qui ont finalement occupé l'actualité : les services de réduction des risques (traitement de substitution à la Méthadone et programme d'échange de seringues), en place dans le pays depuis 10 ans, ont été chamboulé par des décisions prises au niveau de l'Etat. Le plaidoyer de PILS début 2015 était donc beaucoup axé sur cette question.



## Visite de Michel Sidibé, directeur de l'ONUSIDA

La venue en avril de Michel Sidibé, Directeur Exécutif de l'ONUSIDA et sous-secrétaire général des Nations Unies, a été un grand moment de plaidoyer pour PILS. Plaçant la lutte contre le VIH à Maurice sous la lumière d'une visibilité internationale fort bienvenue, le passage de M. Sidibé à Maurice a permis de faire bouger plusieurs points stagnants de la réponse, notamment la question de la situation des détenus.

Lors de son passage, Michel Sidibé a rencontré divers membres de la société civile engagée dans la lutte contre le VIH/sida. Il s'est exprimé sur la direction que devrait prendre la lutte contre le VIH/sida dans le monde, la position de l'ONUSIDA par rapport à Maurice, et l'importance de placer les PVVIH au cœur des actions. *“Le sida est la seule maladie où l'on voit les malades prendre le changement en main. Au fil du temps, la dynamique de pensée a changé. Il devient de plus en plus important de mettre la personne au centre des actions”*, a-t-il déclaré.

M. Sidibé s'est aussi prononcé sur l'importance d'une régionalisation de la lutte contre le VIH ainsi que sur le besoin de renouvellement de l'activisme. Il a salué les discours de Nicolas Ritter et du Dr Catherine Gaud, Présidente de l'association réunionnaise Rive Océan Indien, portant sur leur désir de voir se redynamiser la réponse régionale et la coopération inter-îles. Michel Sidibé a aussi rencontré le Président de la République de Maurice ainsi que le Premier ministre.





## La loi sur l'immigration

Le travail de plaidoyer pour amender la loi discriminatoire sur l'immigration a été facilité par la venue de Michel Sidibé dans l'île. Des négociations avec le National AIDS Secretariat avaient été entamées durant l'année, soutenues par l'ONUSIDA. Sur l'année, l'équipe Plaidoyer de PILS s'est penchée sur quatre nouveaux cas, dont deux concernant des étudiants vivant avec le VIH et menacés d'expulsion, des questions qui ont pu être réglées.

Pour rappel le Immigration Act comprend une clause qui rend illégal le séjour longue durée de toute personne étrangère vivant avec le VIH sur le sol mauricien. De ce fait, un non-mauricien vivant avec le VIH ne peut ni travailler, ni étudier à Maurice.

## *Les Hépatites intégrées à la lutte contre le sida*

A l'échelle mondiale, les Hépatites ont pris une grande envergure dans la lutte contre le sida. A Maurice, la co-infection VIH-VHC (virus de l'hépatite C) est une réalité qui concerne directement tous les acteurs de la lutte contre le sida. Il était donc primordial que les hépatites soient incluses dans la nouvelle direction stratégique de PILS.

## Traitement pour l'Hépatite C

En février, la Chargée de Plaidoyer de PILS s'est rendue à Bangkok au « *1st Hepatitis C Virus World Community Advisory Board* ». Cette participation a contribué à ce que Maurice puisse bénéficier d'un tarif spécial, normalement réservé aux pays à faibles revenus, pour le *Sofosbuvir*, nouvelle molécule révolutionnaire pour traiter et guérir les personnes vivant avec une Hépatite C. Le fait que le VHC soit concentré chez les personnes qui s'injectent des drogues (96% d'entre elles) a également contribué à la possibilité d'obtenir cette molécule à un prix forfaitaire. La prévalence du VHC chez les TS est de 43% et chez les HSH de 14.2%.

## PROJETS 2015

- Travailler sur l'enregistrement de ces nouvelles molécules afin que le traitement soit enfin disponible à Maurice.

- Travailler sur le lancement d'un programme VHC complet pour le pays.

## Colloque Océan Indien : les Hépatites intégrées à la lutte contre le sida

La 13e édition du Colloque VIH/Hépatites Océan Indien s'est tenue du 8 au 10 octobre 2014 à la Réunion. Le thème était : « Egalité des soins dans l'Océan Indien ». Cette année, la rencontre a pris un nouveau tournant avec l'introduction de la question des hépatites, une infection de plus en plus préoccupante pour l'ensemble des pays de la zone. La société civile mauricienne était fortement représentée à cette conférence, avec la participation notamment de PILS, du Collectif Arc-en-Ciel, de AILES et de Vivre +. A leur retour, ces représentants ont animé un point de presse pour faire état des manquements de la prise en charge médicale des personnes vivant avec le VIH à Maurice et souligner l'absence de hauts responsables du Ministère de la Santé et de la Qualité de la vie à ce colloque régional.

## *Soutenir les droits des Travailleurs/euses du Sexe (TS)*

PILS continue de militer pour le respect des droits des personnes vivant avec le VIH. A ce titre, son travail de plaidoyer sur l'année a été centré sur le soutien aux droits des groupes vulnérables, notamment les Travailleuses du Sexe (Voir aussi formation sur les droits humains à la [page 15](#)).

## Soutien à la formalisation du mouvement Parapli Rouz Moris

Le mouvement Parapli Rouz Moris, adapté du mouvement international *Red Umbrella*, a été formalisé avec le soutien de PILS. Ce mouvement qui aide à la reconnaissance des droits des Travailleuses du Sexe (TS) était jusqu'à fin 2014 sous l'égide de l'ONG Chrysalide. Durant l'année, PILS a aidé Parapli Rouz Moris à établir des partenariats avec des hommes de loi. La caravane de PILS a coordonné une partie de son travail aux actions de terrain menées par Parapli Rouz, comme ce sont les mêmes populations qui sont touchées ([voir page 31](#)). La question des droits humains des TS et de la discrimination à laquelle le mouvement fait face a été beaucoup discutée avec l'équipe de plaidoyer de PILS.

## PROJET 2015

- Continuer le soutien aux actions de plaidoyer du mouvement Parapli Rouz

## Une vidéo pour sensibiliser aux droits des TS

Durant l'année, une vidéo (voir [ici](#)) a été réalisée par PILS et Chrysalide avec le soutien de l'Union Européenne en vue de sensibiliser les mauriciens aux droits des Travailleurs/euses du Sexe (TS). Cette vidéo met en scène plusieurs personnalités issues de différentes sphères (dont Michel Sidibé, Cassam Uteem, ancien Président de la République de Maurice, Yoan Catherine, chanteur, Rama Valayden, homme de loi et Marie-Michèle Etienne, présentatrice radio et télé), ainsi que des visages moins connus, incluant des TS, qui s'expriment sur le besoin de faire respecter les droits des TS en faisant ressortir qu'il est question d'être humains avant tout.

La diffusion de cette vidéo s'est faite à travers l'achat d'un espace publicitaire sur le réseau social Facebook, toujours avec le soutien de l'Union Européenne. Lancée le 9 décembre, à quelques jours de la Journée Mondiale de lutte contre les violences faites à l'encontre des Travailleurs/euses du Sexe (17 décembre), cette action de visibilité a atteint 175,616 utilisateurs de Facebook, avec 2,054 clics. La vidéo a été partagée 126 fois et a été vue 6,819 fois sur Youtube.

Elle a été lancée sur les réseaux sociaux le 9 décembre, à quelques jours de la Journée Mondiale de Lutte contre les violences faites à l'encontre des Travailleurs/euses du Sexe qui est marquée à Maurice par la marche du mouvement Parapli Rouz. Cette année encore, la marche a débuté au Jardin de la Compagnie, à Port Louis, après une diffusion de la vidéo et des témoignages des TS sur les violences et les abus dont ils et elles sont victimes régulièrement.

## La question des drogues

Le soutien aux droits humains des personnes qui utilisent des drogues figure aussi à l'agenda du plaidoyer de PILS. C'est ainsi que PILS a, entre autres, réitéré son engagement à la campagne *Support Don't Punish*.

## « Support Don't Punish » sous des airs de Coupe du Monde

La campagne « Support Don't Punish » est organisée le 26 juin dans le cadre de la journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues. Il s'agit d'une campagne internationale de plaidoyer visant à promouvoir une approche de santé publique face à la question des drogues, plutôt qu'une approche répressive. Le but étant de faire comprendre que les politiques et l'approche actuelles en matière de drogue contribuent à augmenter la vulnérabilité des personnes qui utilisent des drogues aux hépatites et au VIH.

A Maurice, les organisations participantes, dont PILS, ont choisi de surfer sur la vague de la Coupe du Monde afin d'attirer l'attention du grand public. Vêtus de T-shirts « Support Don't Punish » calqués sur des modèles de maillots de foot, les « supporters » de la campagne ont participé, dans plusieurs régions stratégiques de l'île, à une série d'actions éclair : distribution de brochures dans des lieux de grande affluence, série de photos interactives en ligne dans le cadre de la journée du 26 juin sur la page Facebook officielle internationale de « Support Don't Punish ».

La photo de groupe pour marquer officiellement la participation de Maurice à cette campagne a été faite symboliquement devant la Prison de Petit-Verger, en présence de plus de 150 personnes. L'ONG **CUT**, qui coordonne cette action à Maurice, a aussi créé 2 mini-vidéos en lien avec le thème de la campagne, et visant à démystifier l'utilisation de drogues. Les vidéos peuvent être visionnées [ici](#) pour la première et [ici](#) pour la seconde.



### PROJETS 2015 :

- Viser à faire parler de la question des drogues avec une perspective de santé publique plutôt que criminelle, à travers notamment une meilleure sensibilisation des médias sur la question des drogues.
- Travailler à ce que les soins en prison ne soient plus sous la responsabilité du Mauritius Prisons Service mais sous celle du Ministère de la Santé et de la qualité de la vie.

### *Stigmatisation et discrimination des PVVIH*

#### **Des bougies allumées pour soutenir les PVVIH**

L'activité principale du *International AIDS Candlelight Memorial* 2014 s'est tenue le dimanche 18 mai sur la plage du village « Le Morne ». Le thème de cette année - «*Gard enn lalimier alime lor sida*» - a souligné l'importance de rester concentrés sur le VIH et la riposte qui y est associée. Le plaidoyer autour du Candlelight était centré sur les discriminations et la stigmatisation auxquelles font face les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) à Maurice, ainsi que sur la pauvreté qui touche sévèrement plus de 80% d'entre elles.

Outre la célébration nationale, différentes organisations ont, comme chaque année, organisé une petite cérémonie pour le *Candlelight* au sein de leurs communautés. Le mémorial 2014 a bénéficié d'une bonne couverture médiatique, avec une participation plus active cette année de la télévision nationale, la *Mauritius Broadcasting Corporation* (MBC). Elle a diffusé sur plusieurs matinées des émissions avec des intervenants de différentes organisations de lutte contre le sida. La MBC a de plus organisé son propre *Candlelight* au sein de ses locaux, ce qui a eu un impact très symbolique. Le directeur exécutif de PILS a également eu le privilège de prendre la parole lors du *Candlelight* organisé à Paris par Sidaction.



### PROJETS 2015 :

- Travailler sur la réduction de l'attitude stigmatisante du personnel soignant des hôpitaux envers les populations clés en veillant à la mise en œuvre des recommandations issues des évaluations conduites par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en juillet ;
- Explorer la faisabilité d'un programme de médiateurs de santé à Maurice.
- Mettre en place un système de suivi de la réponse des autorités aux plaintes liées au traitement des patients vivant avec le VIH.

### *Les droits LGBT*

La Rainbow Parade, visant à sensibiliser le public mauricien aux questions en lien avec les personnes Lesbienues, Gays, Bisexuels et Trans, s'est tenue à Rose-Hill le samedi 7 juin 2014. Environ 500 personnes y ont participé, revendiquant le droit à la différence et les mêmes droits pour tous. La Young Queer Alliance (Mauritius), nouvelle association LGBT, y était représentée. La Rainbow Parade est un événement du **Collectif Arc-en-Ciel**.



*APPROCHE COMMUNAUTAIRE AXÉE VERS  
LES POPULATIONS VULNÉRABLES*

---



## Nouvelles directions selon le Plan Stratégique

Le département « Empowerment & Soutien » a démarré dans l'année une nouvelle stratégie de travail conformément aux lignes directrices du plan stratégique. Il s'agit de promouvoir au sein des activités de PILS une approche communautaire qui vise à mettre les usagers de l'association dans une position d'acteurs de leur mieux-être. Ainsi, c'est une approche qui incite à "faire avec" au lieu de "faire pour". Il devenait nécessaire de revoir les services de PILS sous le prisme de l'approche communautaire, le département devenant le « Community Services Unit ».

A décembre 2014, 1,338 personnes étaient suivies comme bénéficiaires chez PILS, dont 599 femmes.

### Une nouvelle personne à la tête de ce département



Après un an passé aux Etats-Unis sous le *Humphrey Fellowship Program* où elle a été formée dans la prévention, le traitement et les soins liés aux drogues et aux politiques de dépendance, Martine Hennequin s'est jointe à l'équipe de PILS durant l'année et a pris la tête du département « Empowerment & Soutien ». Psychologue de formation et membre de la Société des Professionnels en Psychologie de Maurice (SPP), elle avait auparavant supervisé les sessions thérapeutiques de Kinouété, ONG spécialisée dans la réhabilitation des détenus et le soutien à leurs familles, avant d'en prendre la gestion pendant un an.

### Services repensés

Les services du département « Empowerment & Soutien » ont été repensés durant l'année. Plusieurs sessions de discussion en groupe ont été organisées avec des PVVIH bénéficiaires des services de PILS. Par ailleurs, certains services ont été interrompus en 2014 afin d'accorder plus de temps au développement de nouvelles activités. Les demandes d'aides alimentaires ou autres ont été dirigées vers des organisations caritatives partenaires telles que Caritas ou La Croix Rouge.





**Une plus grande efficacité sur le terrain**

En 2014, PILS a œuvré pour une présence sur le terrain plus soutenue des officiers de PILS, ce qui a permis une plus grande efficacité. Une meilleure présence conjointe (assistantes sociales et travailleurs de terrain) a ainsi aidé à renforcer les autres services de PILS.

CONSULTATIONS



assistantes sociales

582 rencontres chez PILS avec des bénéficiaires  
19 rencontres au NDCCI  
3 rencontres à l'hôpital

Assistentes Sociales



Psychologues\*

134 rencontres chez PILS avec des bénéficiaires  
27 rencontres au NDCCI  
8 rencontres en prison  
10 rencontres à l'hôpital



Travailleuses de terrain

299 rencontres chez PILS avec des bénéficiaires  
467 rencontres au NDCCI  
22 rencontres à l'hôpital

Travailleuses de terrain



Infirmiers

225 rencontres chez PILS avec des bénéficiaires

VISITES



assistantes sociales

2 visites à domicile  
32 visites à l'hôpital  
8 autres visites

Assistentes sociales



Psychologues\*

5 visites à l'hôpital



Travailleuses de terrain

167 visites à domicile  
250 visites à l'hôpital  
52 autres visites

Travailleuses de terrain



Infirmiers

10 visites à domicile  
9 visites à l'hôpital

\* A noter que les chiffres pour les psychologues concernent uniquement les six premiers mois de l'année, PILS n'ayant plus eu de psychologues dans la seconde moitié de 2014.

\*Les consultations se font par des rencontres individuelles avec les bénéficiaires et sont assorties d'un suivi counselling, tandis que les visites aux patients sont surtout destinées à assurer un soutien moral. Le nombre de consultations et de visites affiché ici peut représenter des bénéficiaires rencontrés plus d'une fois dans l'année.

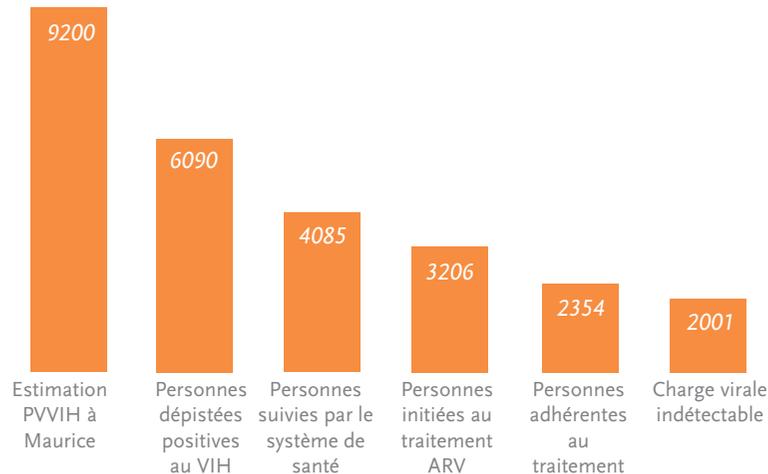
### Meilleure communication avec le Ministère de la Sécurité sociale

L'année a aussi vu une amélioration des relations avec le Ministère de la Sécurité sociale. Elle s'est traduite par une communication rendue plus fluide suite à la venue d'un officier de ce ministère pour animer un groupe de paroles sur les aides dont peuvent bénéficier les PVVIH. Les nouveaux contacts établis ont permis de faire avancer certaines démarches plus rapidement.

### Perdus de vue

La question des PVVIH perdues de vue du système de santé mauricien a été au cœur des préoccupations durant l'année. L'épidémie de VIH à Maurice est concentrée dans des populations clés. A chaque étape du traitement, l'on observe une diminution constante du nombre de personnes intégrant une nouvelle étape du continuum de soin, créant ainsi ce qu'on appelle la Cascade VIH. Si en haut de la cascade VIH, l'on constate une estimation de 9,200 personnes vivant potentiellement avec le VIH sans le savoir (chiffres à décembre 2014), la fin de la cascade affiche un nombre de seulement 2,001 personnes qui sont arrivées au bout du traitement, soit avec une charge virale devenue indétectable :

Cascade VIH - A décembre 2014



## PROJET 2015

Un projet « Perdus de Vue » sera initié en 2015 afin de retracer les bénéficiaires de PILS ayant disparu du système de soins. Ce projet sera lancé dans le but d'essayer de rétablir une communication avec eux à travers nos réseaux de travailleurs de terrain. Le but est de faire en sorte que ces « Perdus de Vue » puissent réintégrer un continuum de soins.

### Une étude menée sur l'adhérence

En juillet 2014, une étude sur l'adhérence au traitement antirétroviral des PVVIH a été lancée par l'équipe Suivi & Evaluation de PILS sous la supervision de son responsable, Loveena Dookhony.



Une partie de l'équipe de PILS qui a travaillé sur l'étude adhérence

Cette étude avait pour but de mieux cerner les facteurs conditionnant l'adhérence et de trouver des solutions d'améliorations. Parmi les facteurs récurrents on note principalement chez les PVVIH interrogées un vécu déjà difficile : conditions de vie précaires, dépendance aux drogues, difficulté de réinsertion sociale après la prison et co-infection VIH-VHC (Le VHC est le virus de l'hépatite C)...

L'étude a été conduite selon les principes de la recherche communautaire qui inclut une forte participation des personnes concernées. Ainsi, 15 enquêteurs ont été recrutés parmi les PVVIH pour conduire près de 600 entretiens auprès de leurs pairs. Embauchés sur une période d'un mois (juillet à août), ils ont été formés sur cinq jours, principalement aux techniques d'entretien.

Pour mieux structurer les différentes étapes du projet, un coordinateur, Krishna Seebaluck, a été recruté sur une période de trois mois. Marie-Ange Frivet, coordinatrice du travail de terrain chez PILS, a assuré la supervision de toutes les personnes lancées sur le terrain.

### *Raisons de la non-adhérence auprès des PVVIH interrogées (n=600)*

Selon les résultats de l'étude, la raison principale de la non-adhérence au traitement ARV des personnes interrogées était qu'elles avaient oublié de prendre leur traitement (51%), suivie de près par le fait qu'elles ne pouvaient suivre les instructions sur la prise de leur traitement (pour 46% d'entre elles). Parmi d'autres raisons citées, on note qu'elles étaient fatiguées au moment de la prise du traitement (41%), qu'elles n'avaient pas de quoi manger convenablement (39%) ou encore qu'elles n'avaient pas de logement. Ces résultats traduisent le fait que la précarité est un frein à la prise du traitement, la priorité pour les personnes interrogées étant plus souvent de trouver de quoi se nourrir ou se loger.

### La caravane de PILS



De nouveaux réseaux de Travailleurs/euses du Sexe (TS) ont été découverts dans les salons de massage. La caravane de PILS, qui va à la rencontre des TS pour de la prévention au VIH, s'est davantage concentrée sur ces salons en 2014. Elle a effectué davantage de sorties de jour (réduisant les sorties nocturnes de trois à une par semaine). Par ailleurs, une nouvelle tendance a été notée durant l'année, avec un nombre plus faible de TS dans les rues comparativement aux années précédentes. Les TS opèrent désormais de manière différente, dans les salons, les maisons closes ou par téléphone, par peur de représailles de la police.

Pendant l'année, la caravane a tenté d'établir des contacts avec les réseaux « cachés » de TS et a pu étendre ses contacts avec les « salons de massage » grâce aux informations recueillies auprès des TS de rue et des TS opérant elles-mêmes dans ces « salons ». Malgré les difficultés rencontrées pour gagner la confiance des TS, la caravane de PILS a pu faire de la prévention dans 22 salons de massage et deux maisons closes.

De plus, un travail de collaboration avec le mouvement Parapli Rouz Moris, qui dispose d'un réseau de TS bien établi, a été fait vers la fin de l'année en

vue de mutualiser les services offerts par les deux organisations. L'équipe de la caravane était notamment présente aux sessions d'« empowerment » de Parapli Rouz Moris.

De manière générale, les services de la caravane sont restés centrés sur un accompagnement et un service d'infirmierie mobile incluant le test rapide de dépistage du VIH.

A noter que PILS, à travers son projet de caravane, a été parmi les finalistes de la *Barclays Colours of Life Award 2014/2015*. Début 2015, ce projet a été primé dans la catégorie « Fléaux Sociaux ».

### Caravane en 2014



#### Statistiques TS

- 187 - Nb de TS testés
- 45,125 - Nb de préservatifs distribués auprès des TS
- 1,076 - Nb de préservatifs féminins distribués auprès des TS
- 7,839 - Nb de gels lubrifiants distribués auprès des TS
- 2 - Nb de TS référés à d'autres services

## PROJETS 2015

- i. De manière générale, la caravane sera davantage centrée sur les populations clés. Par ailleurs, elle délèguera une part plus importante de son travail auprès des TS à Parapli Rouz. De ce fait, elle sera par exemple davantage présente sur les sites de distribution de Méthadone et pourra renforcer son programme de suivi médical et d'accompagnement. La caravane sera aussi utilisée pour tenter d'établir de nouveaux contacts avec les PVVIH perdues de vue du système de santé.
- ii. La caravane et l'ensemble du département «Outreach» de PILS viseront à renforcer leur collaboration avec les organisations partenaires. Une approche pragmatique sera privilégiée avec notamment l'identification de personnes ayant des contacts au sein des diverses communautés de populations clés en vue d'atteindre un maximum de personnes.

### Pairs Educateurs TS

10 Travailleurs/euses du Sexe ont été formées pendant l'année pour être Pairs Educateurs/trices. 2 d'entre elles ont été actives en tant que Pairs Educatrices, ce qui a permis d'établir 138 contacts avec les TS. Elles ont pu noter la présence accrue de mineures au sein de la population des TS. Une collaboration a aussi eu lieu entre les Pairs Educatrices TS (PE TS) et le mouvement Parapli Rouz dans le but d'éviter des doublons dans le travail terrain.

Pairs Educateurs TS (PE TS)	Nombre
Nb de contacts établis avec les Travailleuses du Sexe (TS)	138
Nb de préservatifs distribués par les Pairs Educateurs TS	2,720

### Distribution de matériel de réduction de risque vers la population TS :

	Caravane	PE TS
Préservatifs masculins	42,407	2,720
Préservatifs féminins	1,080	0
Gels lubrifiants	7,839	0

## L'approche communautaire

### i. Le dépistage communautaire :

Durant l'année PILS a maximisé ses actions pour encourager au mieux le test de dépistage du VIH. Selon les estimations, environ 4,000 Mauriciens vivent sans le savoir avec le virus. D'ailleurs, l'un des points de plaidoyer durant l'année a porté sur l'accréditation du personnel de PILS formé précédemment pour la pratique du test de dépistage afin qu'il soit opérationnel. A août 2015, cette accréditation n'était toujours pas faite.

Par ailleurs, les acteurs de lutte contre le sida ont combiné leurs efforts à l'occasion de la Journée Mondiale pour proposer au public un programme de dépistage dans plusieurs régions de l'île le samedi 29 novembre et le lundi 1er décembre 2014. Le National AIDS Secretariat alors sous le Bureau du Premier Ministre, la AIDS Unit du Ministère de la Santé et de la Qualité de la vie, le Collectif Arc-en-Ciel, AILES, Chrysalide, CUT, le groupe Renaissance Mahébourg et PILS ont travaillé ensemble sur cette action.

### Le test de dépistage volontaire en quelques chiffres à Maurice :

En 2013, 9,446 tests de dépistage volontaires ont été effectués

De janvier à décembre 2014, 944 tests ont été effectués par PILS (infirmierie, caravane, événements, préventions de proximité), dont 200 faits à l'infirmierie

### ii. La liaison communautaire :

#### Réseaux ONG

Un bon réseautage entre les différentes ONG de lutte contre le sida a commencé en début d'année.

#### Meilleure communication avec les personnes sous Méthadone

Au niveau de la liaison avec les divers groupes vulnérables, une bonne amélioration a été notée, avec une percée réussie dans les centres de distribution de Méthadone. De plus, le travail en réseau s'est poursuivi

avec la mise sur pied des groupes de paroles ciblés sur des populations plus spécifiques, à l'instar des patients sous Méthadone. Deux groupes de paroles réunissant ces patients ont eu lieu durant l'année, l'un chez PILS et l'autre au centre de Méthadone de Cassis. Une session de travail sur le VIH et l'Hépatite C a aussi eu lieu au centre de Méthadone de Ste Croix.

### *Consultative Meetings*

Le personnel de l'Unité *Empowerment & Soutien* a contribué à l'organisation et au travail de terrain des « Consultative Meetings » pour le Fonds mondial dans le cadre du dialogue pays (voir page 11). Il a pu réunir 32 Personnes qui s'Injectent des Drogues, 21 Travailleurs/euses du Sexe, 21 Personnes Vivant avec le VIH, 17 Hommes ayant des Rapports Sexuels avec d'autres Hommes et 16 transgenres. Cela a permis de recueillir leurs impressions sur les projets à mettre en œuvre pour une meilleure réponse nationale.

L'intégration dans les réseaux de populations clés a aussi donné l'occasion à PILS d'expliquer ses nouvelles directions stratégiques, les raisons de l'évolution de certains de ses services et de s'appesantir sur l'importance pour les personnes concernées d'être les acteurs des changements qu'ils souhaitent voir. Les explications ont aussi été centrées sur l'importance du plaidoyer de groupe plutôt que le plaidoyer individuel. Cette initiative a eu des retombées positives. Certains bénéficiaires ont manifesté le souhait de lancer une association pour les PVVIH sans domicile fixe et ont enclenché les démarches nécessaires.



L'officier de liaison  
communautaire de  
PILS

### *« Empowerment » des bénéficiaires*

Deux bénéficiaires issus du programme des Ambassadeurs Positifs ont collaboré avec PILS en assurant une permanence à l'accueil de PILS pendant trois mois, en l'absence d'un membre du personnel dédié à ce poste. Leur présence était vivement appréciée par l'ensemble des usagers de l'accueil, tant les bénéficiaires que les membres du personnel. En 2014, les Ambassadeurs Positifs ont été impliqués dans 165 activités et 12 formations ont eu lieu pour le groupe de bénéficiaires du projet Empowerment. Le projet des Ambassadeurs Positifs a été gelé à partir du mois de juin afin d'en repenser les modalités. Des rencontres ont eu lieu pour une refonte du programme.

### *Clinique nutritionnelle*

Le programme de clinique nutritionnelle s'est poursuivi en 2014 en vue de soutenir les personnes adhérentes à leur traitement. Il s'agissait d'avoir un suivi personnalisé de patients présentant de forts troubles nutritionnels et des pertes de poids conséquentes. Ce suivi se fait sur des critères très spécifiques, au cas par cas, et à la discrétion de l'infirmier. Ce sont pour beaucoup, des patients arrivés en stage « sida » (étapes avancées de l'évolution du VIH dans le corps, amenant le patient à être la cible d'infections opportunistes) et dont les troubles nutritionnels ont engendré par exemple des problèmes cutanés ou des pertes de poids sévères. La personne est suivie une fois tous les dix jours et reçoit à chaque visite des conseils sur l'alimentation et des compléments alimentaires. 12 personnes ont bénéficié des services de la clinique nutritionnelle en 2014.

De manière générale, 225 sessions d'éducation thérapeutique, incluant des soins primaires, ont eu lieu à l'infirmierie de PILS durant l'année.

## Projet aquaponie



Grâce au soutien de la MCB Forward Foundation, des bénéficiaires de PILS ont été sélectionnés selon certains critères, pour débiter en juillet un projet pilote d'aquaponie. Projet écologique visant à une autosuffisance alimentaire, l'aquaponie, adaptée au contexte mauricien par Frank Randabel, ingénieur agronome lui-même autosuffisant grâce à sa production, regroupe des notions d'aquaculture et d'hydroponie, sans utilisation de produits chimiques.

Frank Randabel a accompagné les bénéficiaires sélectionnés sur les aspects techniques liés à la mise en oeuvre de ce projet. Après l'installation du système pour les personnes concernées, ces dernières ont été suivies de manière progressive sur une période de 4 à 18 mois. Deux des bénéficiaires de ce projet ont été choisis pour le superviser et ont suivi une formation plus poussée avec le **Mouvement pour l'Autosuffisance Alimentaire**.

A Maurice, selon les chiffres du rapport Stigma Index 2013 (National AIDS Secretariat), 82% des personnes vivant avec le VIH vit en-dessous du seuil de pauvreté absolue, soit avec un revenu mensuel (par ménage) de moins de Rs 6,200. Toujours selon ce rapport, 40% de cette même population ne mange pas à sa faim, alors qu'une base alimentaire solide est un facteur clé

pour assurer une meilleure adhérence du patient à son traitement.

«Un des points phares du projet d'aquaponie est d'aider et de soutenir les bénéficiaires en difficulté financière à devenir autonomes et par la même occasion les encourager vers l'innovation», souligne Lovena Dokhy, coordinatrice du travail social chez PILS. A décembre 2014, sept installations avaient été complétées.

## Programme enfants

En 2014, le suivi des enfants s'est structuré, avec le soutien du groupe CIM. Ils ont aussi bénéficié de sorties, dont une à l'invitation de la MCB. A décembre 2014, 23 enfants et adolescents de 3 à 19 ans étaient suivis par PILS. Quatre sorties ont été organisées avec les enfants de moins de 12 ans en avril, juillet, novembre et décembre. Une fête de Noël pour les enfants a aussi eu lieu en décembre avec le soutien de la *Standard Chartered Bank (Mauritius)*.



La carte d'invitation pour la fête des enfants

Une sortie a été organisée avec un groupe d'adolescents bénéficiaires de PILS au centre Tibaz-Espace Santé Jeunes, centre de Rose-Hill opérant sous l'égide de l'ONG L.E.A.D (Leadership, Empowerment, Action, Development) et qui vise à fournir des informations préventives sur la sexualité, les drogues, le tabac et l'alcool à des jeunes de 13 à 25 ans.

En juin, un groupe de parole pour les parents d'enfants et adolescents vivant avec le VIH a été organisé dans le but de voir comment PILS pourrait mieux les soutenir. Cette session s'est avérée importante pour la prise en charge adéquate de ces enfants et adolescents, d'autant que la plupart de ces adultes ne sont pas leurs parents biologiques.

Un programme de soutien nutritionnel a permis de venir en aide tous les trois mois à 15 enfants issus de groupes vulnérables en leur offrant des denrées alimentaires de base, nécessaires à leur croissance. Les équipes sociale, terrain et médicale ont aussi fait de nombreuses visites d'enfants, à domicile et dans les hôpitaux.

## PROJETS 2015

- Placer plus d'enfants dans le programme nutritionnel
- Aménager un coin enfants pour que la visite des parents qui viennent à PILS soit facilitée
- Etablir un partenariat avec une entreprise spécialisée dans la vente de couches afin d'obtenir des gratuités pour soutenir les personnes vulnérables dans l'achat de couches pour leurs bébés
- Mettre sur pied un club d'adolescents pour soutenir les plus de 12 ans, leurs besoins étant différents de ceux des enfants
- Renforcer le suivi médical avec les enfants
- Augmenter les sessions de travail avec les parents

## Bonne relation NDCCI

L'équipe des travailleurs de terrain et des « Social Support Officers » de PILS a poursuivi sa collaboration avec le personnel de santé du NDCCI de Volcy Pougnet. Cela a permis un meilleur suivi social et médical des patients.



L'équipe des assistantes sociales



*ENTRE INFORMATION ET PREVENTION*

---

En 2014, 12,508 personnes ont été touchées par PILS à travers les différentes activités de prévention au VIH/sida et les différentes stratégies déployées : réseaux de pairs éducateurs, journées de sensibilisation, préventions rapides, distribution de préservatifs entre autres.

Nombre de personnes touchées (n=12 508)	
Populations	Nombre touché
Jeunes	138
Travailleurs migrants	1,328
Migrants rodriguais	2,107
Travailleurs du sexe	391
Hommes ayant des rapports Sexuels avec d'autres Hommes	48

### *Pairs Educateurs Rodriguais*

5 Rodriguais vivant à Maurice ont été formés comme Pairs Educateurs. 3 d'entre eux ont été actifs et ont permis de toucher 2,107 Rodriguais. A noter que ces mêmes Pairs Educateurs ont été sollicités pour animer des sessions d'information sur le rôle de Pair Educateur lors d'une formation prévue à cet effet avec le Centre Solidarité Rodrigues.

### *Prévention auprès des migrants*

De février à septembre, plusieurs sessions de prévention ont été faites auprès des travailleurs migrants sur leur lieu de travail, notamment auprès des entreprises Princess Tuna, Ferney Spinning Mill, et Floréal Knitwear. Il s'agissait de travailleurs bangladais, indiens et malgaches. 1,328 personnes ont été ainsi touchées.

### *Préventions auprès des jeunes*

#### **Pairs Educateurs jeunes**

1,684 jeunes ont été touchés par le groupe de Pairs Educateurs Jeunes. 9 Pairs Educateurs Jeunes ont été actifs en 2014.

#### **Distribution de préservatifs**

736 jeunes ont été touchés à travers une activité de distribution de préservatifs menée par trois volontaires de PILS.

#### **Les supermarchés Winner's**

Un partenariat avec la chaîne Winner's a permis de faire des interventions auprès des jeunes dans quatre supermarchés Winner's : Triolet, Flacq, Chemin Grenier et Roches Brunes. Les volontaires ont été très présents sur ces sessions, et le personnel de Winner's très collaboratif. Pour les besoins de ces préventions, Winner's avait aussi pris à sa charge l'impression de banderoles et a offert des bons d'achat pour encourager le test de dépistage. Ces activités menées avec le soutien de Winner's ont permis de toucher 3,253 jeunes.

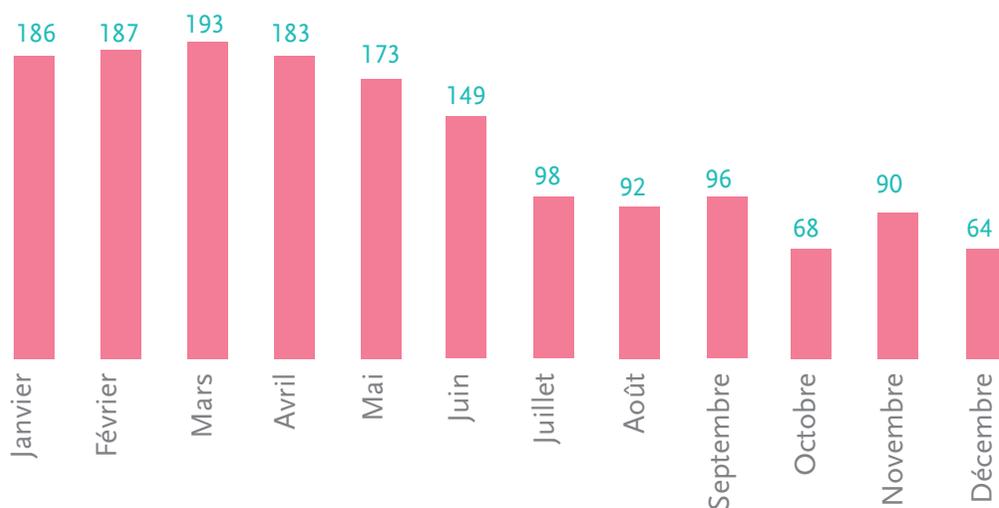


Priya et Vanessa, deux des volontaires de PILS sur le terrain lors de l'activité de prévention avec les supermarchés Winners.

## Le service d'écoute Sida Info Maurice

1,579 personnes ont appelé sur le service d'écoute Sida Info Maurice de janvier à décembre 2014, avec un pic des appels dans les trois premiers mois de l'année.

### Nombre d'appels sur le service Sida Info Maurice en 2014



Les appelants étaient âgés pour la plupart entre 20 et 34 ans, issus à 60% des régions urbaines. Pour la plupart, ils ont entendu parler du service d'écoute grâce à la presse écrite (42,4% des appelants). 70,5% des appelants étaient de sexe masculin.



### Atelier de réflexion sur le service d'écoute

Un atelier a été organisé en février avec la collaboration de Benoit de Coriolis, membre de PILS, ancien écoutant de Sida Info Maurice (SIM) et aujourd'hui responsable des ressources humaines dans un groupe hôtelier mauricien. Le but de l'atelier était de faire émerger les forces et faiblesses de SIM et d'identifier les possibilités pour son évolution future. Ainsi, a été dégagée une possible extension vers d'autres sphères que le VIH, notamment la Sexualité et les Infections Sexuellement Transmissibles au sens large et incluant les Hépatites.

### Les points suivants sont ressortis de cette réflexion :

- i. Une professionnalisation de SIM vers un service indépendant et autonome, fonctionnant avec des écoutants salariés et non volontaires, opérant à partir d'un local dédié ;
- ii. La possibilité pour SIM d'offrir des sessions de prévention au public ;
- iii. Des partenariats solides avec d'autres acteurs de la société civile afin, d'une part, d'assurer la diffusion la plus large possible du numéro vert du service d'écoute et, d'autre part, faire en sorte que SIM puisse bénéficier de tout le soutien technique qui lui sera nécessaire au cours de son évolution.

### **Formation résidentielle**

Une formation résidentielle a été organisée en septembre avec tous les écoutants de Sida Info Maurice en vue d'une remise à niveau en termes de VIH et des nouvelles stratégies de lutte contre le sida. Le deuxième volet de la formation était axé sur l'avenir du service d'écoute SIM et des possibilités de le formaliser en une association à part entière. La rencontre a aussi permis d'évoquer les grandes lignes du plan d'action 2015 pour Sida Info Maurice.

### **Nombre de nouveaux écoutants**

En 2014, Sida Info Maurice a recruté 4 nouveaux écoutants volontaires. Ces derniers ont suivi une formation dédiée en octobre. A décembre 2014, il y avait 19 écoutants volontaires au service d'écoute SIM.

## **PROJET 2015**

L'enregistrement de Sida Info Maurice comme association indépendante, avec un conseil d'administration qui lui sera propre et des employés dédiés à sa mission.



# COMMUNICATION



## Soutien aux autres ONG

Durant l'année PILS a offert son soutien aux ONG partenaires (le Collectif Arc-en-Ciel, CUT, Vivre +, le AIDS Candlelight Memorial, Parapli Rouz, Ravane Océan Indien) pour ce qui relève des actions de communication : écriture de communiqués de presse, relations presse et mise en liaison des journalistes avec les différents intervenants, organisation d'événements et de conférences de presse, création d'affiches, de brochures et de logos, entre autres.

## Newsletter

Un prestataire, en l'occurrence DMCI, a proposé de faire paraître la newsletter de PILS dans le format «mass mailing» afin de permettre un meilleur contrôle sur les éventuels retours d'emails et de s'assurer que les newsletters aient plus de chances d'être lues. Un volontaire s'est aussi chargé de la conversion du document en format html afin que l'envoi par « mass mailing » soit plus facile. L'envoi de la newsletter se fait à près de 2,000 contacts.

## Relation presse

Il y a eu 19 interventions de différentes personnes de PILS dans la presse audiovisuelle durant l'année, dont 5 interventions télévisées. Cinq communiqués et dossiers de presse ont été émis au nom de PILS durant l'année et trois autres au nom des partenaires de PILS. PILS a tenu deux conférences de presse dans ses locaux durant l'année. En octobre, un partenariat a été établi avec le journal en ligne ION News, en vue de faire paraître un blog une fois le mois, sur des questions liées au plaidoyer porté par PILS. Les articles parus sur ION news peuvent être lus aux liens suivants :

<http://ionnews.mu/fight-hiv-about-0912/>

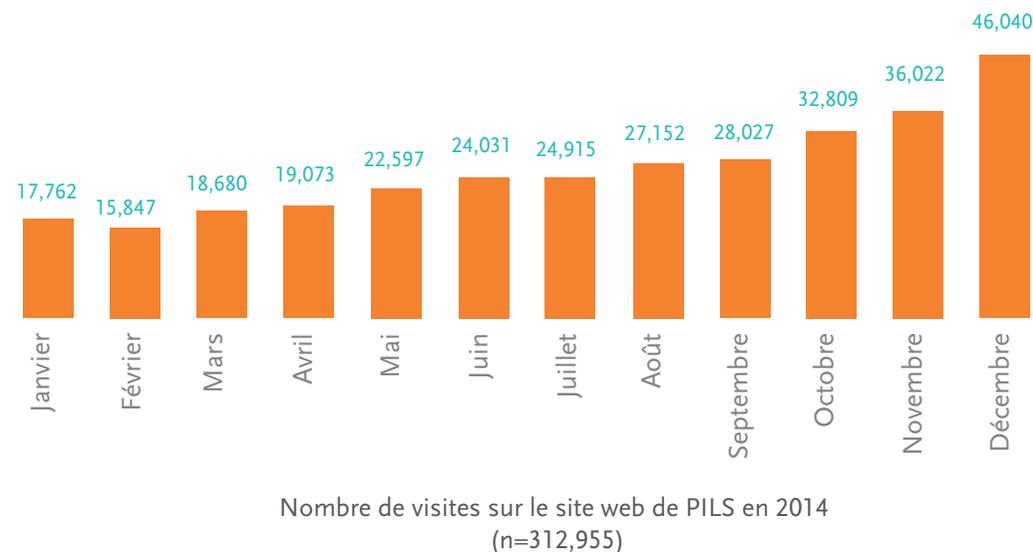
<http://ionnews.mu/tro-sa-bann-droguer-la-2212/>

La liste des parutions dans la presse écrite et en ligne est disponible au lien suivant\* : <http://www.pils.mu/espace-medias/revue-de-presse-2011.html>

Interventions medias audiovisuels (n=19) en 2014	
Type de media	Nb d'interventions
Télé publique	5
Radios publiques	7
Radios privées	6
Radios étrangères	1

## Présence en ligne

Le site web de PILS a beaucoup été utilisé pour faire passer des annonces de recrutement mais aussi pendant la campagne « Politik kapav aret sida » (voir page 19) pour faire passer les points de plaidoyer essentiels à cette campagne. A décembre 2014, le site web avait reçu 312,955 visites, dont 140,571 visites d'un mobile. Une refonte du site web est en cours.



\* Ou en tapant "Revue de Presse" dans le moteur de recherche de [www.pils.mu](http://www.pils.mu).

En ce qui concerne **Facebook**, à décembre 2014, PILS avait 6,586 personnes adhérentes à sa page, très animée par les deux campagnes («Politik kapav aret sida » et « Positive Living ») auxquelles PILS était associée.

### *Les soirées InPILSyon*



PILS a lancé depuis le début de l'année des ateliers thématiques autour du VIH afin de faciliter la rencontre, le réseautage et l'interaction entre différents acteurs de la lutte : représentants d'associations, du corps médical, personnes vivant avec le VIH. Baptisées "InPILSyon", ces soirées ont pour but de rassembler des personnes qui travaillent souvent ensemble mais qui n'ont pas beaucoup d'occasions de rencontre hors du cadre formel et professionnel. L'objectif visé est de susciter des échanges constructifs et intéressants sur des thèmes prédéfinis liés au VIH.

Trois soirées "InPILSyon" ont eu lieu à PILS en 2014 : en mars, sur la Cascade VIH et l'importance du continuum de soins ; en mai, sur la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH et les grandes lignes du rapport du Stigma Index 2013 ; en juillet, sur les possibilités de volontariat chez PILS.

Ces soirées ont aussi permis de mettre en lumière les obstacles entravant

l'accès des patients au traitement, au centre desquels on retrouve la pauvreté. Cette dernière relègue au second plan l'adhérence au traitement quand la priorité pour le patient est, entre autres, de se nourrir ou de se trouver un logement.

Les trois soirées ont été bien accueillies, avec une bonne interaction entre l'assistance et les facilitateurs. Les ateliers sont suivis d'une collation pour pousser davantage l'échange entre personnes présentes, tout en gardant l'esprit informel de la rencontre.



InPILSyon du 16 mai 2014

### *Campagne Positive Living contre la discrimination*

Dans le cadre de la Journée Mondiale de lutte contre le sida, PILS et le National AIDS Secretariat se sont associés à la Standard Chartered Bank pour sa campagne Positive Living axée sur la lutte contre la discrimination. La campagne s'est articulée autour de trois mots clé : *Accept, Respect, Support*. Etalée du 21 novembre au 1er décembre, cette campagne a été très visible, véhiculée sur des billboards, des affiches, des parutions dans la presse écrite et en ligne et sur Facebook.

## *GOUVERNANCE ET RESSOURCES HUMAINES*

---

## *L'équipe*

### **Conseil d'Administration 2014-2015**

PRESIDENTE : Rachel CONSTANTIN DE SOUSA NETO

VICE-PRESIDENT : Dhojaven (Nilen) VENCADASMY

SECRETAIRE : Christine HARDY

VICE-SECRETAIRE : Stéphane FANCHETTE

TRESORIERE : Jyoty SOOMAROOAH

TRESORIER ADJOINT : Steeve BATOUR

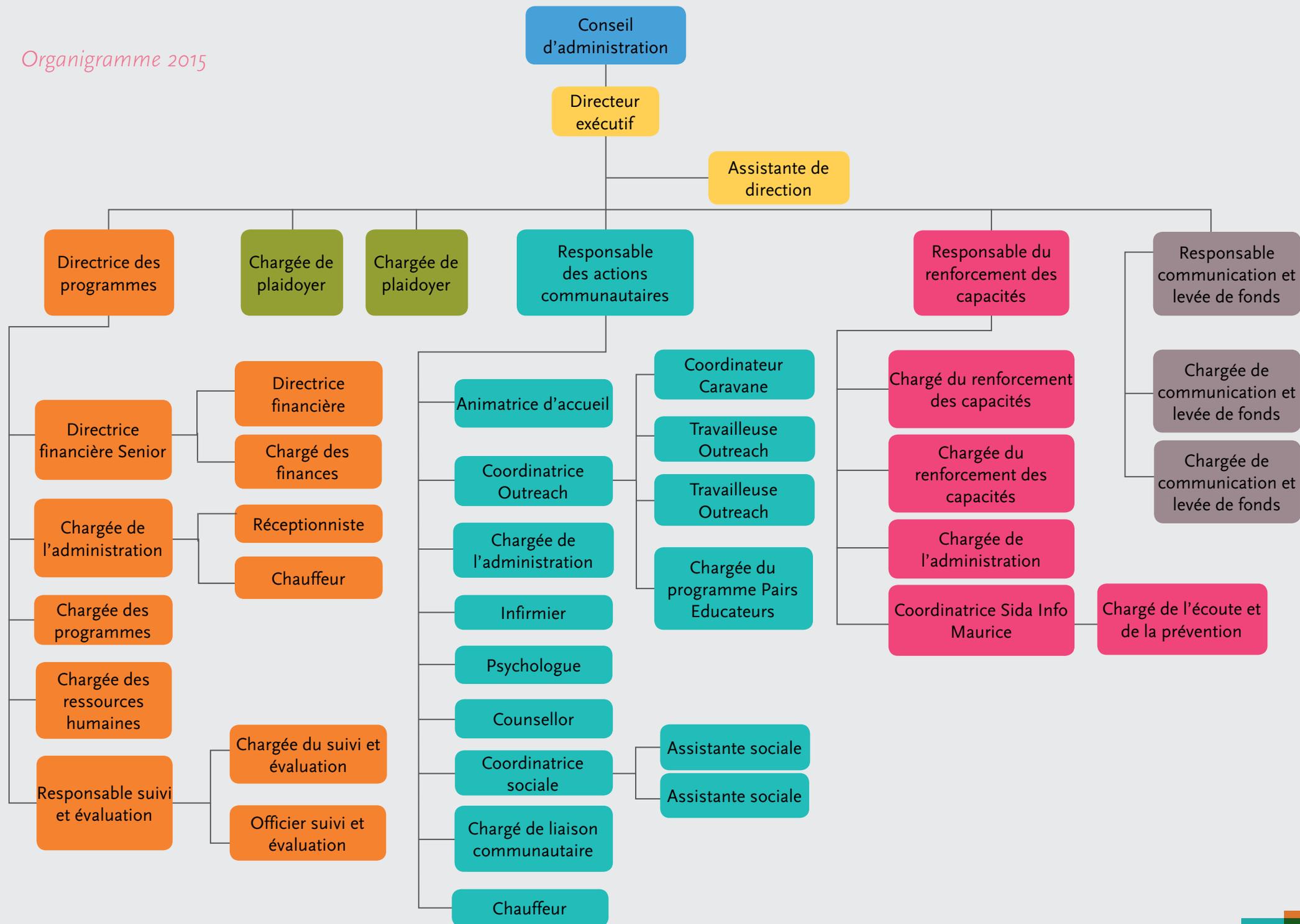
MEMBRE : Eddy JOLICOEUR

MEMBRE : François TADEBOIS

MEMBRE : Priscille D'ARIFAT-KOENIG

### **Salariés**

32 employés formaient l'équipe de PILS à décembre 2014. Il y a eu 11 parutions (presse et en ligne) liées à diverses offres d'emploi durant l'année suite à des créations de poste ou des départs de collaborateurs. Le personnel de PILS a l'opportunité de postuler pour les nouveaux postes vacants et certains des recrutements ont été faits en interne. Toutes les personnes postulant pour les divers emplois annoncés en interne ou en externe passent par le même processus de recrutement.



## *Gestion des conflits – Etienne Chomé*

La dernière session de l'atelier « Gestion des Conflits » destinée au personnel de PILS et visant à améliorer la cohésion des équipes a eu lieu durant l'année, toujours avec le formateur Etienne Chomé et sa société « CommunicActions ». Les deux précédentes éditions avaient eu lieu l'année précédente et suite à ces sessions, plusieurs sous-groupes avaient été constitués en vue de continuer les exercices de mises en situation dans des cadres plus informels.

## *Stagiaires*

### **PILS a accueilli 4 stagiaires durant l'année :**

- > Khalil Gareeboo – Soutien au département Finances
- > Reecha Chockalingum – Soutien au counseling des patients
- > Joanna Juliette – Soutien à l'équipe Communication & Levée de fonds
- > Emilie Damoucdari – Soutien à l'équipe sociale

## *Bénévoles et volontaires*

A décembre 2014, 153 bénévoles et volontaires étaient officiellement enregistrés dans notre base de données. Cette base de données a été rafraîchie durant l'année en vue de commencer un travail de formalisation des actions des volontaires. La plupart des bénévoles et volontaires qui ont été sollicités durant l'année faisait partie du groupe de Pairs Educateurs de PILS, ou du groupe d'écouterants de Sida Info Maurice. Les volontaires ont aussi aidé pour des sessions de sensibilisation, ou des événements de prévention. Tous les bénévoles et volontaires ont été formés aux informations de base sur le VIH.

## **PROJET 2015 :**

Instaurer des fiches personnalisées pour chaque volontaire afin de développer une meilleure politique de rétention des volontaires

## *FINANCES ET LEVEE DE FONDS*

---

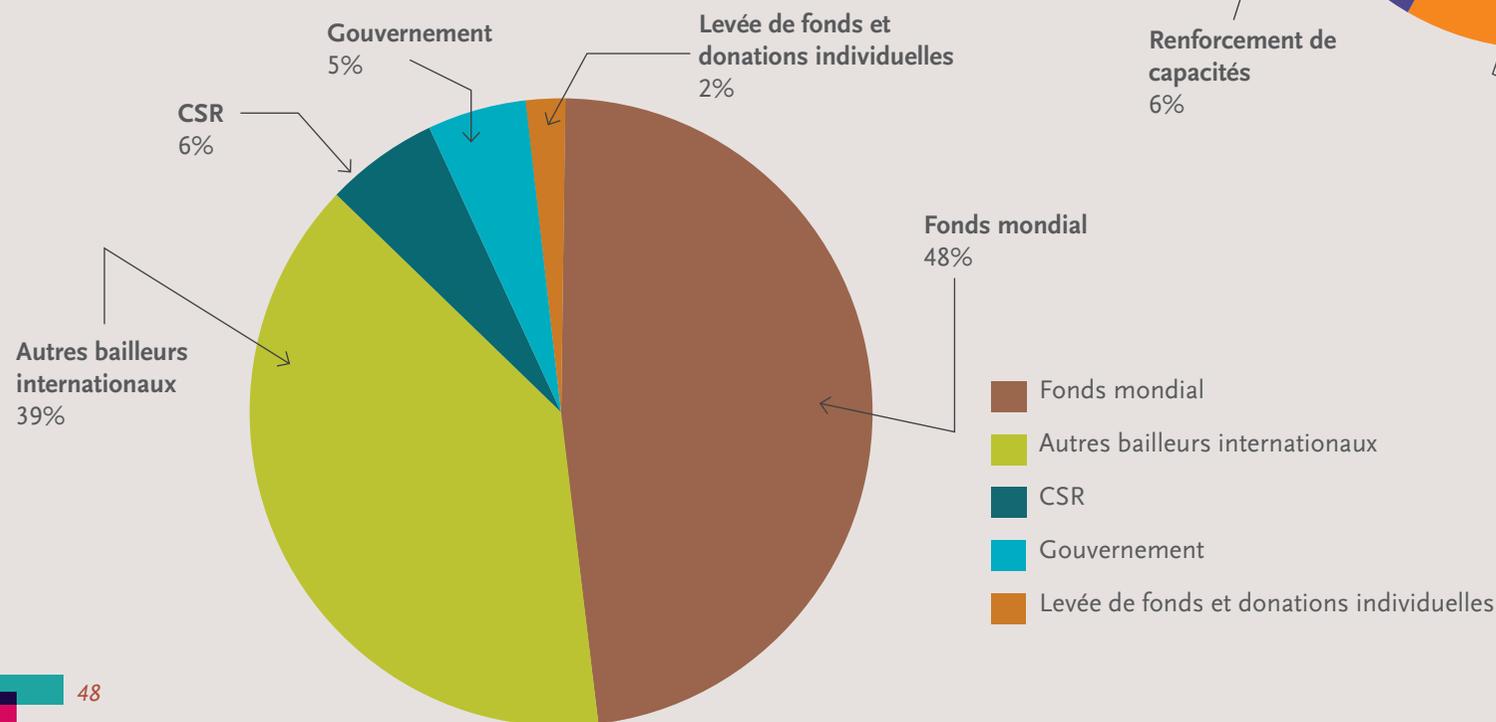
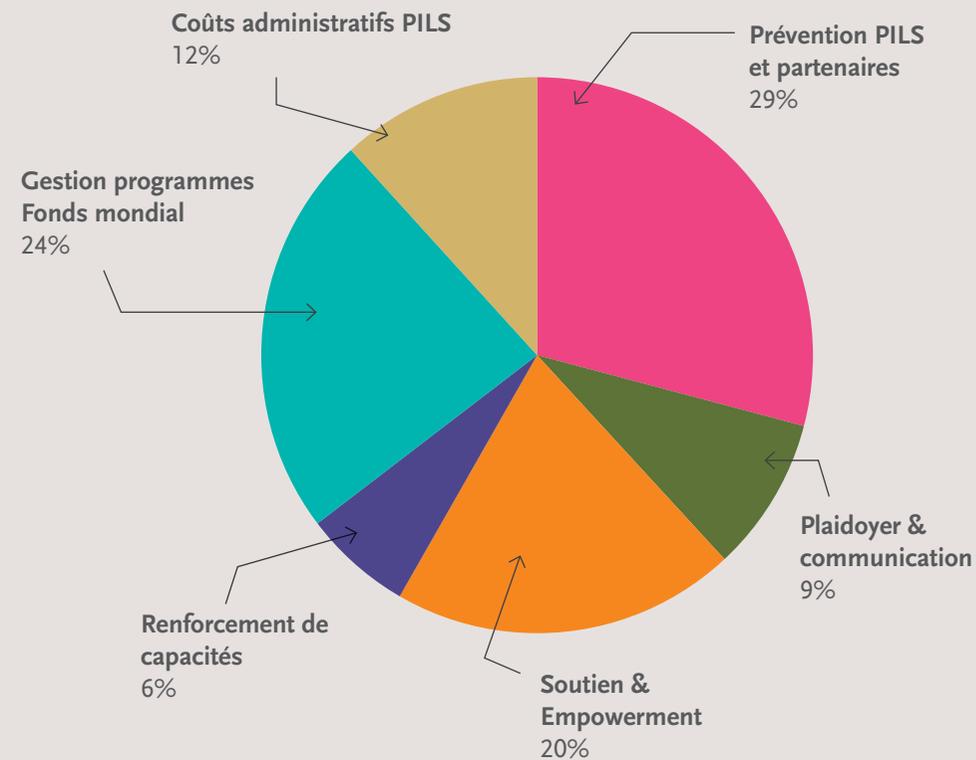
Rapport financier 2014 :



\* Dont fonds propres : Rs 5m

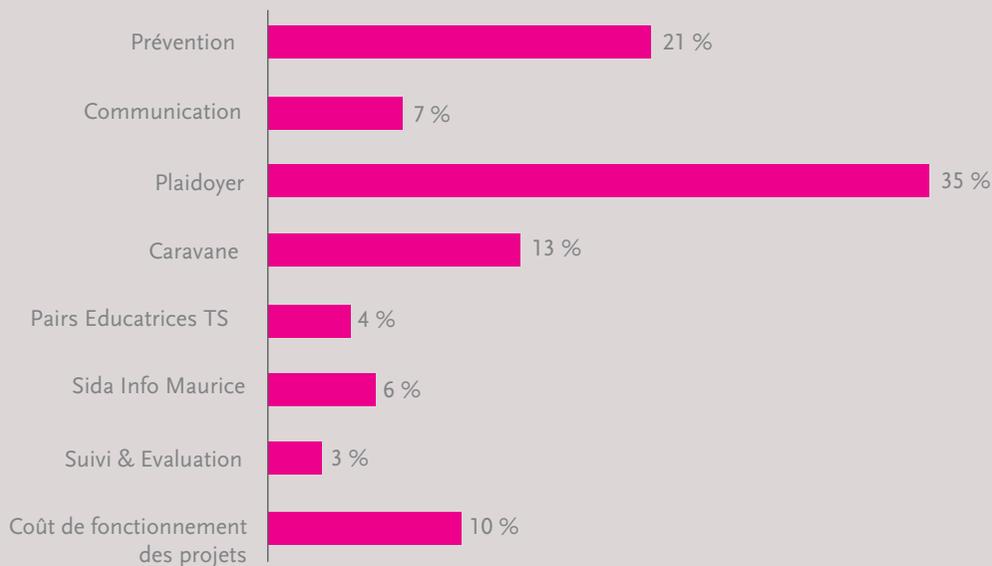
La majorité (87%) des fonds de PILS pour 2014 provient de bailleurs internationaux, dont le plus important demeure le Fonds mondial (48% des fonds totaux). 6% provient du CSR, 5% du Gouvernement et 2% de la levée de fonds et de donations individuelles.

La répartition des dépenses de PILS est comme suit :

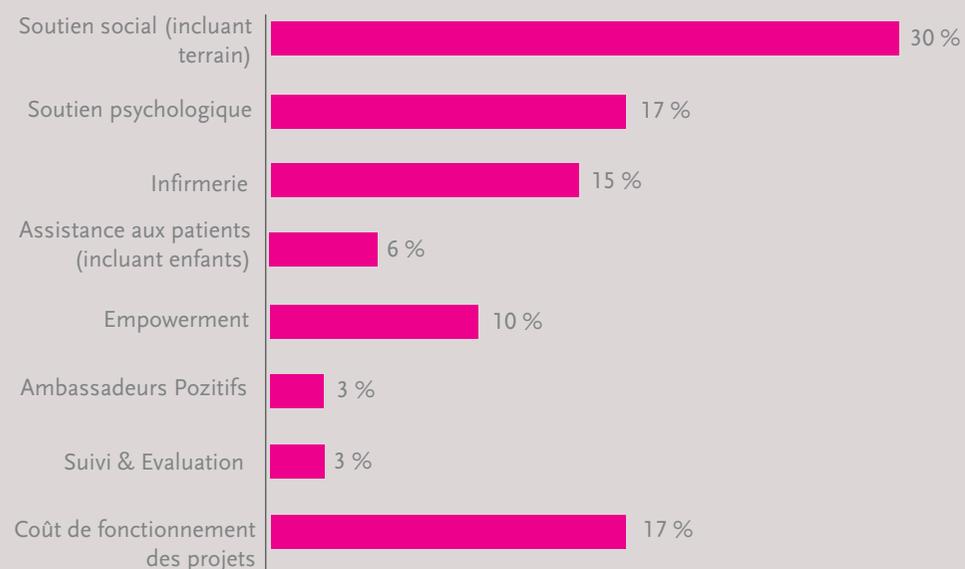


## Allocation des dépenses :

### > Unité de Prévention et Formation (P&F)<sup>5</sup> :



### > Unité Empowerment et Soutien: (E&S)

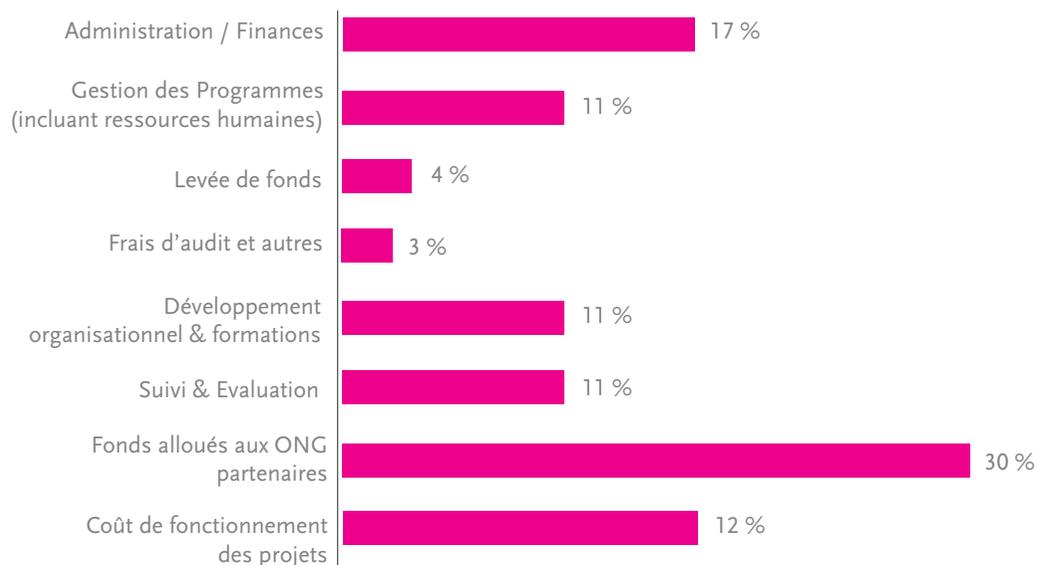


Allocation des dépenses - P&F	Coût 2013	Coût 2014	Variations
Prévention	1,082,244	1,073,028	-1%
Plaidoyer & Communication	1,969,491	2,548,076	29%
Caravane	581,662	702,078	21%
Pairs Educatrices TS	227,148	219,830	-3%
Sida Info Maurice	282,397	306,076	8%
Suivi & Evaluation	211,596	148,956	-30%
Coût de fonctionnement des projets	493,868	542,961	10%
<b>TOTAL</b>	<b>4,778,499</b>	<b>5,204,265</b>	<b>9%</b>

Allocation des dépenses - E&S	Coût 2013	Coût 2014	Variations
Soutien social (incluant Terrain)	1,152,157	1,552,124	+35%
Soutien psychologique	936,539	881,236	-6%
Infirmierie	730,451	767,873	+5%
Assistance aux patients (incluant enfants)	240,543	317,251	+32%
Empowerment	375,937	504,424	+34%
Ambassadeurs Positifs	529,721	163,644	-69%
Suivi & Evaluation	211,596	148,956	-30%
Coût de fonctionnement des projets	789,681	862,338	+9%
<b>TOTAL</b>	<b>4,966,624</b>	<b>5,197,845</b>	<b>+5%</b>

<sup>5</sup>L'Unité de prévention et formation regroupait en 2014 les activités de prévention et formation, l'unité de plaidoyer, le service de la caravane et le service d'écoute Sida Info Maurice. La communication et le suivi & évaluation étant des dépenses transversales, les coûts y afférents étaient aussi imputables au département de prévention et formation.

## > Département Gestion des Programmes (PMD)



Allocation des dépenses - PMD	Coût 2013	Coût 2014	Variations
Administration / Finances	2,025,392	2,283,077	+13%
Gestion de programmes (incluant ressources humaines)	1,230,269	1,492,241	+21%
Levée de fonds	495,151	529,794	7%
Frais d'audit et autres	354,926	349,880	-1%
Développement organisationnel et formations	1,243,594	1,434,935	+15%
Suivi & Evaluation	1,657,371	1,427,613	-14%
Fonds alloués aux ONG partenaires	3,223,458	3,930,768	+22%
Coût de fonctionnement	1,589,472	1,605,056	1%
<b>TOTAL</b>	<b>11,829,349</b>	<b>13,053,364</b>	<b>10%</b>

## Sous-réциpiendaires (SR)

Tel que mentionné plus haut, PILS, en tant que RP du Fonds mondial, a pour rôle de rediriger des fonds vers les SRs et de suivre la mise en œuvre et l'évolution de leurs programmes, le but étant qu'ils contribuent à atteindre les indicateurs fixés par le Fonds mondial (voir page 12).

SRs / ONG PARTENAIRES	Coût 2013	Coût 2014	Variations
Collectif Urgence Toxida	1,807,023	1,757,736	-3%
Collectif Arc en Ciel	359,625	613,080	70%
Chrysalide	129,052	749,135	480%
Conseil Des Religions	248,885	245,468	-1%
Action Familiale	405,450	459,331	13%
MFPWA	64,450	27,275	-58%
LEAD	170,000	-	-
Soutien pour fournitures	38,973	78,743	102%
<b>TOTAL</b>	<b>3,223,458</b>	<b>3,930,768</b>	<b>22%</b>

## Quête 2014

La quête de PILS a permis de récolter Rs 181,270. Cette année, PILS a offert un bonbon en échange d'un don, grâce à une donation de 5,000 bonbons de la société Esko.

Les fonds recueillis de la quête seront répartis comme suit :

- 45% iront dans un fonds de solidarité communautaire venant en aide aux personnes vivant avec le VIH ;
- 45% permettront à PILS de prendre en charge les démarches médicales d'urgence impossibles à effectuer à Maurice pour les personnes vivant avec le VIH ;
- 10% permettront de couvrir les frais de la collecte

## *REMERCIEMENTS*

---

## Partenaires Locaux

- > Action Familiale
- > ACTogether
- > Adolescent Non Formal Education Network (ANFEN)
- > AIDS Candlelight Mauritius
- > Aids Unit
- > AIESEC
- > AILES
- > Air Mauritius
- > Alk Co Ltd
- > Association des Praticiens de l'Approche centrée sur la Personne
- > Audiovisual & Communication Ltd
- > Automatic Systems Ltd
- > Bagatelle Shopping Mall
- > Barclays
- > Beach Authority
- > Beau Bébé Ltd
- > BlueIce Executive
- > Blue Lagoon
- > Blue Safari Submarine
- > Bookcourt
- > Caudan Communauté
- > Cascavelle Shopping Mall
- > Centre de Solidarité pour une nouvelle vie
- > Chrysalide
- > Caritas
- > City Sports
- > Collectif Arc-en-Ciel
- > Collectif Urgence Toxida (CUT)
- > CommunicActions
- > Concorde
- > Connection Tourism
- > Conseil des Religions
- > Circus Advertising
- > CIM
- > Crown Lodge Ltée
- > Dive Dream Diving Centre
- > Domaine LaGrave
- > Dr Idrice Goomany Centre for the Prevention and Treatment of Alcoholism and Drug Addiction
- > Emtel Ltd
- > Ephémère
- > Espace Beauté
- > Ferney Spinning Mills
- > Flacq Shopping Mall
- > Fondation Espoir et Développement
- > Fondation Médine Horizons
- > Forges Tardieu Ltd
- > Frankipile
- > Gaz Industriels
- > Gelataria ( Super U de Grand Baie)
- > GFA Insurance
- > GOMEZ
- > Grand Baie La Croisette
- > Grays
- > Groupe Constance
- > HepSupport
- > IBL MedActiv
- > Innodis
- > International Factors Ltd
- > International Motors Company Ltd
- > Intermart
- > JungleBlue
- > Jumbo Commercial Centre
- > Happy World House
- > HSBC
- > Kinouété
- > La Croix Rouge
- > La CazA
- > La Comedie Mauricienne
- > La Sentinelle Ltd
- > La Place Cap Tamarin
- > La Vanille Crocodile Park
- > Le Colibri d'Olméto Ltée
- > Le Mauricien Ltd
- > Leadership Empowerment Action Development (L.E.A.D)
- > Les Allées d'Helvetia Commercial Center
- > Line Barracks, Port-Louis
- > Logidis
- > London Way
- > Lycee La Bourdonnais
- > MASA
- > Masante.mu
- > Mascatrans Ltd
- > Mauritius Employers' Federation (MEF)
- > Maurilait Ltee
- > Mauritius Family Planning Welfare Association (MFPWA)
- > Mauritius Heart Foundation
- > Mauritius Telecom
- > Mauritius Turf Club
- > Mauritius Prisons Services
- > MCB Forward Foundation
- > Metal Cans Manufacturers
- > Ministry of Gender Equality, Child Development and Family Welfare
- > Ministry of Housing and Lands
- > Ministry of Health and Quality of Life
- > Ministry of Social Security
- > MITD
- > Municipalité de Port-Louis
- > Monoprix, Curepipe
- > National AIDS Secretariat
- > National Day Care Centre for the Immunosuppressed
- > Panagora Marketing
- > Phoenix Beverages Ltd
- > Phoenix Foundation
- > Princess Tuna
- > National AIDS Secretariat
- > Prime Minister's Office
- > Proactive HR Services
- > Profilage Ocean Indien
- > Ltee
- > Ravior
- > Rogers and Company Limited
- > Rituals Spa
- > RPM Entreprise Ltee (Redbull)
- > Safire
- > SEDECO
- > Sega Sail
- > Seriplus
- > Société des Professionnels en Psychologie
- > Shoprite
- > Spar, Curepipe
- > Standard Chartered Bank
- > Store 2000
- > Super U, Grand baie
- > Supertote
- > Sunlight Fishing
- > Swan Insurance
- > Tann Nu La Voix
- > Total (Ile Maurice)
- > Toyota
- > Vivre+
- > Yemaya Adventure
- > Young Queer Alliance

## Partenaires Régionaux

- > ARPS (Réunion)
- > Commission de l'Océan Indien (COI)
- > FAHA HASO (SEZ)
- > Malagasy association (FITIAVANA- SISAL- MADAIDS)
- > RAVANE Océan Indien
- > RIVE
- > SAHRN
- > Sid'Aventure

## Partenaires Internationaux

- > Alliance
- > AIDES
- > Aids and Rights Alliance for Southern Africa
- > Coalition Internationale PLUS
- > CRIPS
- > Fight AIDS Monaco
- > International Drug Policy Consortium
- > Global Fund to fight AIDS, Tuberculosis and Malaria
- > GNP+
- > International AIDS Society
- > ONUSIDA
- > Open Society Foundation
- > Plateforme ELSA
- > Sidaction
- > Sida Info Service
- > Union Européenne
- > Youth Rise

*Merci à tous nos partenaires qui nous ont aidés d'une manière ou d'une autre à mener à bien nos projets en 2014. Merci pour ce soutien et cette solidarité qui nous poussent à travailler toujours davantage vers l'accomplissement de la mission que nous nous sommes fixée.*

L'équipe de PILS

